



Rapport financier annuel 2013

au 31 mars 2014

CYBERGUN

Société Anonyme au capital de 4 016 014,82 €
Siège social : ZA des Bordes – 9/11 rue Henri Dunant – 91070 BONDOUFLE
337 643 795 RCS EVRY

INFORMATION FINANCIERE ANNUELLE RAPPORT DE GESTION AU 31 MARS 2014

Le groupe Cybergun, acteur mondial du tir de loisir, présente les comptes annuels et consolidés de son exercice 2013/2014 (période d'avril 2013 à mars 2014).

Les comptes annuels et consolidés au 31 mars 2014 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 08 juillet 2014.

Le Groupe Cybergun intervient principalement sur le secteur d'activité de la distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs,.

La société Cybergun S.A. est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 9/11 rue Henri Dunant, zone d'activités les Bordes, BONDOUFLE (91070).

La société Cybergun S.A. est cotée sur ALTERNEXT depuis le 30 janvier 2014.

1- ACTIVITES – RESULTATS ET SITUATION FINANCIERE (comptes sociaux)

1-1 Résultats sociaux

Au cours de l'exercice clos le 31 Mars 2014, la société Cybergun SA a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 34,6 Millions d'euros, en baisse de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à -887 Keuros contre -334 Keuros pour l'exercice précédent. Le résultat courant avant impôt est de -1 988 Keuro contre -12,7 millions d'euros l'an passé. Après prise en compte d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de 172 Keuros et des coûts de restructuration financières pour 1,1 Million d'euro, le résultat net ressort à -2,7 millions d'euros contre un résultat de - 15,6 millions d'euros pour l'exercice précédent.

Le capital social au 31 mars 2014 s'élevait à 3 925 439,26 euro pour 11 968 166 actions.

Le capital social actuel s'élève à 4 059 910,35 euros pour 12 378 161 actions au 30 JUIN 2014

1.2 - Dépenses ou charges non déductibles du résultat fiscal (art. 39-4 CGI) :

Aucune dépense relevant de l'article 39-4 du CGI n'est prise en compte dans le résultat de l'exercice

1.3 – Activité en matière de recherche et développement :

La société a une activité de recherche et développement, dont les dépenses sur l'exercice 2013/2014, se sont élevées à 880 000 euros. Ces dépenses ont généré un crédit d'impôt de 264 205 euros.

1.4- Fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés :

Monsieur Jérôme MARSAC, Président, détient les mandats suivants :

- Président de la S.A CYBERGUN, 9/11 rue Henri Dunant, 91070 BONDOUFLE
- Gérant de la Sarl MICROTRADE, 3 rue des Foyers, l-1537 Luxembourg
- Gérant de la Sarl JUILLARD, 9-11 rue Henri-Dunant, 91070 Bondoufle
- Gérant de la société ASGUN
- Directeur de la société CYBERGUN HONG KONG
- Administrateur de la société CYBERGUN INTERNATIONAL
- Chairman of the board et Chief Executive Officer de la société PALCO
- Administrateur délégué de la SA HOBBY IMPORT

Monsieur Thierry LEVANTAL, administrateur, ne détient aucun autre mandat et n'exerce aucune autre fonction

Monsieur Olivier GUALDONI, directeur général, non-administrateur
Directeur général CYBERGUN Italia

INGECO sarl administrateur représenté par **Monsieur Amaury de BOTMILLIAU** ne détient aucun autre mandat et n'exerce aucune autre fonction

Monsieur Olivier AVRIL administrateur indépendant détient les mandats suivants

- Gérant de FIGEST SOLUTIONS SARL
- Gérant d'ACTING FINANCE SARL

1.5- Participation des salariés au capital

Nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 31 mars 2014.

La proportion du capital social que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées **au sens de l'article L 225-180 du code de commerce** et qui font l'objet d'une gestion collective s'élève au 31 mars 2014:

NEANT

1.6 -Participation des salariés au résultat

Il n'a pas été mis en place de gestion d'une participation en gestion collective au sens de l'article L225-180 du code de commerce. Dans ce cadre réglementaire, la proportion de Capital que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au 31 mars 2013 est :

NEANT

1.7 – Situation des mandats

Le conseil d'administration constate que les mandats de Monsieur Jérôme MARSAC, Monsieur Olivier AVRIL et Monsieur Thierry LEVANTAL, administrateurs sont arrivés à expiration et propose à l'assemblée générale de procéder à leur renouvellement.

Il est proposé pour renforcer le Conseil d'administration, de nommer deux nouveaux administrateurs : Hugo BRUGIERE et Philippe PEDRINI. L'ensemble des administrateurs donne son accord pour proposer cette nomination à la prochaine assemblée générale.

1.8 – Conventions réglementées

Nous vous informons que la liste des conventions réglementées intervenues entre les membres du conseil d'administration, directement ou indirectement, ainsi que celles intervenues avec un actionnaire détenant au moins 10 % du capital social et entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 du code de commerce, seront relatées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

1.9 -Information sur les délais de paiement fournisseurs et encaissements clients

Conformément à la loi du 04 août 2008 instituant l'article L. 441-6-1 du Code du commerce, nous vous indiquons la décomposition à la clôture des exercices 2013 et 2014 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des créances clients par date d'échéance (les montants ci-après sont exprimés en K€) :

31 mars 2013	Nature	Solde au 31/03/2013	Factures non parvenues	Échéances			
				Echues	Non échus moins de 30 jours	Non échus de 31 à 60 jours	Non échus plus de 60 jours
401	Fournisseurs exploitation	5 502		681			4 821
	Fournisseurs exploitation	5 502					
411	Clients	11 957		560	3 986	7 411	
	Clients	11 957		560	3 986	7 411	

31 mars 2014	Nature	Solde au 31/03/2014	Factures non parvenues	Échéances			
				Echues	Non échus moins de 30 jours	Non échus de 31 à 60 jours	Non échus plus de 60 jours
401	Fournisseurs exploitation	6 857		891	1 372	3 464	1 130
	Fournisseurs exploitation	6 857		-			
411	Clients.	13 396		457	4 312	8 627	
	Clients	13 396		457	4 312	8 627	

1.10- Proposition d'affectation du résultat :

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'affecter la perte de l'exercice, s'élevant à (2 749 794) euros, de la façon suivante :

Au compte « Report à nouveau » pour un montant de (2 749 794) euros.

Il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Nombre d'actions	Dividendes nets Par action	Abattement	Montant total Distribué
2010/2011	4.669.165	0,53 €	40 % pour les personnes physiques	2.474.657 €
2011/2012	-	-	-	-
2012/2013	-	-	-	-

Compte tenu de la perte de l'exercice, les capitaux propres ressortent à 4 462 727 euros pour un capital social de 3 925 439 euros au 31 mars 2014.

1.11 – Tableau des cinq derniers exercices

En annexe au présent rapport.

1.12 – Informations sur l’actionnariat de la société

Au 31 mars 2014 :

Le groupe familial Jérôme MARSAC détient 12% du capital social.

Le public détient 74% du capital social.

Les dirigeants et les salariés détiennent 1% du capital social.

Vatel 9 %.

Dice-K 4%

1.13- Rémunération des mandataires sociaux :

Le conseil d’administration de la société CYBERGUN a décidé d’adhérer à l’unanimité, aux recommandations du MEDEF et de l’AFEP sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la société.

Ces recommandations portent sur la prohibition du cumul du contrat de travail avec un mandat social de dirigeant, la proscription des parachutes dorés, le renforcement de l’encadrement des régimes de retraite supplémentaires, l’attribution de stocks options en lien avec la politique d’association au capital, l’amélioration de la transparence sur les éléments de rémunérations des dirigeants.

1.13.1 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

La rémunération de Monsieur Jérôme MARSAC, Président du conseil d’administration, s’est élevée sur l’exercice à 60 039,51 euros. La charge comptabilisée sur l’exercice 2013 s’est élevée à 100.000 euros conformément au conseil d’administration du 8 septembre 2011.

La société HOBBY IMPORT a facturé aux sociétés du groupe CYBERGUN des prestations de services rendues par Monsieur Jérôme MARSAC pour une valeur de 142 KEUR.

La rémunération de Monsieur Olivier GUALDONI, Directeur général, s’est élevée à 92 070,96 euros.

Il n’existe pas d’engagement pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux dirigeants correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus susceptibles d’être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions postérieurement à celles-ci.

Aucune option de souscription ou d’achat d’action n’a été accordée aux dirigeants mandataires sociaux ainsi qu’aucune action de performance.

1.13.2 – Rémunération Brute des mandataires sociaux non dirigeants

Administrateurs	Jetons de présence
Monsieur Jérôme MARSAC	22 550 euros
Monsieur Olivier AVRIL	23 500euros
Monsieur Eric GRUAU	11 250 euros
Monsieur Thierry LEVANTAL	23 500euros

Il n’a été consenti aucune option de souscription d’actions aux mandataires sociaux non dirigeants. Par

ailleurs, aucun prêt ou garantie n'a été accordé ou constitué en faveur des membres du conseil d'administration.

1.14 – Conflits d'intérêts

A la connaissance de la société CYBERGUN, aucun administrateur ne présente de conflits entre ses intérêts à l'égard de la société CYBERGUN et ses intérêts personnels.

1.15- Vie boursière de l'action CYBERGUN

Les cours de la bourse et les volumes de transactions ont évolué de la manière suivante :



1.16– Détenteurs du capital (franchissement de seuil)

En application de l'article L.233-12 et L.233-7 du code du commerce, nous vous informons du nombre d'actions auto-détenues en début d'exercice et en fin d'exercice ainsi que des franchissements de seuils sur l'exercice.

➤ Actions auto détenues

En date du 31 mars 2014, le groupe détient 89 143 actions propres contre 173 891 actions au 31 mars 2013 (actions Cybergun).

➤ Franchissement de seuils

Franchissement a la hausse de Monsieur Daisuke Enomoto qui a déclaré le 27 septembre 2013 posséder 512 372 actions soit 5,04% du Capital.

Franchissement a la hausse de Monsieur Amaury de Botmiliau qui a déclaré le 7 novembre 2013 posséder 2 580 407 actions soit 25,39% du Capital.

2- ACTIVITES – RESULTATS ET SITUATION FINANCIERE (comptes consolidés)

Nous vous rappelons que toutes les sociétés filiales de la société Cybergun SA sont consolidées dans les comptes du Groupe selon les méthodes décrites dans l'annexe des comptes consolidés.

2.1 – Périmètre de consolidation

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
Société mère :				
CYBERGUN SA	Zone d'activités les Bordes 9/11 rue Henri Dunant 91070 Bondoufle France	33764379500046	Société mère	
Sociétés filiales :				
Sarl BRAINS 4 SOLUTIONS (B4S)	8, rue de l'Arc 77240 VERT ST-DENIS	51100631400013	100%	IG
MICROTRADE SARL	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
CYBERGUN USA, Corp	PO BOX 35033, Scottsdale, AZ 85255 USA	N/A	100 %	IG
SOFTAIR USA Inc.	Vineyard Center II 1452 hugues Road Suite 107 GRAPEVINE TX 76051 /USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN INTERNATIONAL SA	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
ASGUN Doo	DolenjskaCesta 133 LJUBLJANA	N/A	100 %	IG
PALCO SPORTS	8575 Monticello Lane North MAPLE GROVE MN 55369	N/A	100 %	IG
CYBERGUN HONG KONG	1401, 14th Floor World Commerce Center, HarbourCity 7-11 Canton Road TsimShaTsui, Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
TECH GROUP US	3221 South Cherokee Lane Suite 1820Wodstock GA 30188 USA	N/A	100 %	IG
TECH GROUP UK	Unit D2 SowtonIndustrialEstate Exeter Devon EX2 7 LA ENGLAND	N/A	100 %	IG
TECH GROUP HK	11B 9/F block B Hung Hom Commercial center 339 Ma Tai Wai Road Hung Hom Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
SPARTAN IMPORTS DK (ex X-GUNS)	Sylbaekvej, 33 8230 Aabyhoej DENMARK	N/A	100 %	IG
SPARTAN IMPORTS IncUSA	213 Lawrence Avenue South San Francisco CA 94080 USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN Italia srl	Milano Piazza Cavour 3 CAP 20121 ITALIE	N/A	100 %	IG
ONLINE WARMONGERS GROUP, INC	1800 Thayer Avenue, Suite A Los Angeles, CA 90025, U.S.A	N/A	40%	ME

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable le 31 mars.

2.1.1 – Cession de contrôle

Aucune cession de contrôle sur l'exercice 2013-2014

2.1.2 – Prise de contrôle

Aucune prise de contrôle sur l'exercice 2013- 2014.

2.1.3 - Exclusion de périmètre :

Société Freiburghaus

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHAUS en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a par conséquent toujours été exclue du périmètre de consolidation.

2.2 – Comptes consolidés

BILAN

	ACTIF en K€	Note	31/03/14	31/03/13
ACTIFS NON COURANTS				
Goodwill		3.1.1	9 939	10 645
Immobilisations incorporelles		3.1.2	4 007	4 392
Immobilisations corporelles		3.2	1 823	2 509
Participations entreprises associées		3.3	2 687	2 873
Actifs financiers non courants		3.3	532	552
Actifs d'impôts non courants		3.4	1 019	1 071
Autres actifs non courants			0	
TOTAL ACTIFS NON COURANTS			20 008	22 042
ACTIFS COURANTS				
Stocks et en-cours		3.5	23 630	23 593
Créances clients		3.6	9 994	10 579
Actifs d'impôt courants		3.6	1 452	1 424
Autres actifs courants		3.6	4 393	2 463
Trésorerie et équivalents trésorerie		3.8	1 313	7 172
Actifs destinés à être cédés				
TOTAL ACTIFS COURANTS			40 781	45 231
TOTAL ACTIF			60 789	67 273

PASSIF en K€		Note	31/03/2014	31/03/2013
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis			3 925	1 551
Autres réserves			3 649	12 587
Résultat de l'exercice			-4 108	-12 814
Intérêts minoritaires			0	
TOTAL CAPITAUX PROPRES			3 466	1 324
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts et dettes financières à long terme	4.1		9 391	30 838
Passifs d'impôts différés	3.4		3	3
Provisions à long terme	4.2		3 660	2 776
TOTAL PASSIFS NON COURANTS			13 055	33 617
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs	4.3		9 059	6 832
Emprunts à court terme (dont concours bancaires courants et intérêts courus)	4.1		15 622	11 593
Part courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.1		14 967	9 883
Passifs d'impôt			209	398
Provisions à court terme	4.2		277	140
Autres passifs courants	4.3		4 133	3 485
Passifs destinés à la vente				
TOTAL PASSIFS COURANTS			44 268	32 331
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			60 789	67 273

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT en K€				
	Note	31/03/14	31/03/13	
Chiffre d'affaires	1.20	51 166	69 541	
Achats consommés		-33 523	-45 967	
Marge brute		17 644	23 574	
Autres produits de l'activité		740	1 265	
Charges externes		-11 014	-13 880	
Impôts taxes et versements assimilés		-242	-212	
Charges de personnel	5.5	-7 101	-8 841	
Dotations aux amortissements et provisions	5.3	-1 918	-7 868	
Gains et pertes de change	5.4	-26	164	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		-1 918	-5 798	
Autres produits et charges opérationnels	5.6	-2 410	-510	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		-4 328	-6 308	

Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		17	-18
Charge d'intérêts des emprunts obligataires		-753	-1 491
Coût brut des autres emprunts		-1 315	-1 325

COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		5.7	-2 051	-2 834
--	--	------------	---------------	---------------

Autres produits et charges financiers	5.7	2 076	-2 953
Charges d'impôt	5.8	194	-496
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	5.9	0	-223

RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES		-4 108	-12 814
--	--	---------------	----------------

Résultat net d'impôts des activités cédées

RESULTAT NET DE LA PERIODE		-4 108	-12 814
-----------------------------------	--	---------------	----------------

dont part revenant au groupe		-4 108	-12 814
dont part revenant aux minoritaires			

Résultat par action ⁽¹⁾			
<i>de base</i>		-0,407	-1,284
<i>dilué</i>		-0,407	-1,283

Secteurs opérationnels

Depuis la cession du Groupe I2G, Le Groupe Cybergun a pour unique activité la distribution de jouets et répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs.

Données par zone géographique en K€	France	Reste du monde	TOTAL
<i>Comptes annuels 31/03/2014</i>			
Immobilisations incorporelles nettes	3 374	634	4 007
Immobilisations corporelles nettes	1 018	805	1 823
Chiffre d'affaires	15 175	35 992	51 166
Résultat opérationnel Courant hors change	-634	-1 227	-1 862
<i>Comptes annuels 31/03/2013</i>			
Immobilisations incorporelles nettes	3 680	712	4 392
Immobilisations corporelles nettes	1 165	1 344	2 509
Chiffre d'affaires (12 mois)	14 637	54 904	69 541
Résultat opérationnel Courant hors change	-481	-5 481	-5 962

Au cours de l'exercice 2013 (31 mars 2014), CYBERGUN a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 51,1 MEUR, contre 69,5 MEUR en 2012.

L'Ebitda s'élève à 242 KEUR sur l'exercice contre 2,2 MEUR en 2012-2013, du fait principalement de la baisse de l'activité.

Le résultat opérationnel courant ressort à -1,9 MEUR, contre - 5,7 MEUR pour l'exercice précédent.

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels, le résultat opérationnel s'établit à -4,3 MEUR, contre -6,3 MEUR en 2012.

Le résultat net, part du Groupe, ressort a - 4,1 MEUR pour l'exercice 2013.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Tableau de flux de trésorerie en K€	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
<i>Résultat net consolidé</i>	<i>-4 108</i>	<i>-12 814</i>	<i>-22 522</i>
Résultat dans les sociétés mises en équivalence	0	223	690
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	493	933	-308
Plus et moins values de cession	40	442	862
+Charge d'impôt	-245	308	1 502
+Coût de l'endettement	2 068	2 816	2 548
+Gain sur le PREPS	-3 185		
+Amortissements et provisions	2 194	9 980	21 215
<i>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>-2 744</i>	<i>1 889</i>	<i>3 986</i>
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	-7 857	3 308	2 836
Impôts sur les résultats payés	54	124	-2 679
<i>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles</i>	<i>-10 547</i>	<i>5 321</i>	<i>4 143</i>
Activités d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations	-440	-3 946	-16 144
Cessions d'immobilisations	9	4 717	1 992
Incidence des variations de périmètre	0	-256	-4 501
<i>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements</i>	<i>-431</i>	<i>515</i>	<i>-18 653</i>
Activité de financement			
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	0		-2 140
Augmentation de capital reçue	6 946		2 475
Autre variation des fonds propres	0		-1 551
Variation de l'endettement	-3 976	3 463	12 889
Intérêts payés	-2 308	-2 796	-2 591
<i>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</i>	<i>662</i>	<i>668</i>	<i>9 082</i>
Variation de trésorerie	-10 316	6 504	-5 429
Trésorerie d'ouverture	-4 422	-10 239	-4 345
Trésorerie de clôture	-14 309	-4 422	-10 239
Incidence des variations des cours devises	428	-686	-465
Variation de trésorerie	-10 316	6 504	-5 429
Détail de la trésorerie de clôture			
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	1 313	7 172	8 010
Concours bancaires courants	-15 622	-11 593	-18 249

EVOLUTION DE LA DETTE FINANCIERE

Dettes financières en K€	31/03/2013	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 760	8 968	8 792	17 760	
Emprunts auprès des banques	22 623	577	22 046	5 415	17 208
Concours bancaires courants	11 545	11 545			11 545
Intérêts courus non échus	384	384		384	
Total	52 312	21 475	30 838	23 559	28 753

Dettes financières en K€	31/03/2014	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	9 361	500	8 861	9 361	
Emprunts auprès des banques ⁽³⁾	14 901	14 371	530		14 901
Concours bancaires courants	15 579	15 579			15 579
Intérêts courus non échus	140	140		140	
Total Dettes financières	39 981	30 590	9 391	9 501	30 480

Dettes financières en K€	31/03/2014				Souscrits			
	- 1an	1 à 5 ans	+ 5 ans	5 ans	en Euros	en Dollar	en Livres	Souscrits en Couronnes Danoises
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	9 361	500	0	8 861	8 861	0	0	0
Emprunts auprès des banques ⁽³⁾	14 901	14 371	530		5 537	7 794	1 570	0
Concours bancaires courants	15 579	15 579			1 795	13 568	0	216
Intérêts courus non échus	140	140			140			
Total Dettes financières	39 981	30 590	530	8 861	16 333	21 362	1 570	216

⁽¹⁾ Le groupe Cybergun a remboursé, au cours du mois de juin 2013, par anticipation, les échéances obligataires PREPS 1 (6 MEUR en juillet 2013) et PREPS 2 (3 MEUR en mars 2014) pour un montant total de 65% de leur valeur nominale, soit 5,9 MEUR.

⁽²⁾ Le 22 septembre 2010, Cybergun SA a émis un emprunt obligataire dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant : 90 000 obligations émises au nominale de 100 euros, soit 9 MEUR

Durée : 6 ans

Taux fixe d'intérêt de 8%, coupon versé trimestriellement

Remboursement prévu in fine avec possibilité d'un remboursement anticipé au pair des obligations à partir d'octobre 2011

Obligations cotées sur NYSE Euronext Paris.

Suite à l'AG des porteurs d'obligations du 9 janvier 2014, les nouvelles caractéristiques des obligations sont :

- échéance de remboursement au pair (100 €) : 18 octobre 2020 ;

- coupons :

- 3.32 % par an de l'année civile 2014 à l'année civile 2018 ;

- 5.00 % pour l'année civile 2019 ;

- 10.00 % pour l'année civile 2020.

- montant cumulé des intérêts versés pour chaque obligation : 55.10 €.

Les intérêts continueront à être versés trimestriellement et le taux actuariel de l'emprunt est désormais de 5.78 %. Les obligations restent cotées en continu sous le libellé CYBERGUN 8% 18/10/16 EUR (FR0010945725 – CYBO).

2.3 – Commentaires sur l'exercice

2.3.1 – Restructuration de la dette

En mars 2013, Cybergun a signé un protocole d'accord avec ses partenaires bancaires. Ce protocole permet de restructurer la dette de 34,6 MEUR par un étalement des amortissements sur 6 ans et 3 mois.

Les lignes à court terme (14,8 MEUR) seront apurées sur 27 mois à compter d'avril 2013 avec une franchise d'amortissement de 3 mois, puis un amortissement linéaire sur 24 mois de juillet 2013 à juin 2015.

Les lignes à moyen et long terme (14,2 MEUR) seront apurées sur 75 mois, à compter d'avril 2013 avec une franchise d'amortissements sur 24 mois, puis un amortissement linéaire sur les 51 mois suivants, d'avril 2015 à juin 2019.

En date du 25 mars 2014 le Tribunal de commerce d'Evry a ouvert une procédure de mandat ad hoc avec pour mission de « prendre toutes dispositions nécessaires à la recherche de la conclusion d'un accord amiable avec ses principaux partenaires et créanciers et notamment les établissements bancaires de façon à mettre fin à ses difficultés ».

Cette procédure a trouvé son prolongement dans l'ouverture d'une procédure de conciliation en date du 7 juillet 2014 par le Tribunal de commerce d'Evry et d'un protocole de conciliation signé avec les banques en date du 15 juillet 2014.

2.3.2 - Réduction des stocks

Cybergun n'a pas réussi à diminuer le volume de son stock qui s'est établi à 23,6 MEUR au 31 mars 2014 équivalent à celui du 31 mars 2013.

2.3.3 - Rationalisation des structures

Afin de pouvoir se concentrer sur son cœur de métier dans les meilleures conditions, Cybergun a réorganisé certaines filiales, notamment en Asie et aux Etats-Unis, et consolidé son effectif autour de 130 collaborateurs.

3- DIVERS

3.1 - Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société :

3.1.1- Les conséquences sociales

La société CYBERGUN SA, comme les autres entreprises est dépendante de ses équipes de professionnels. Le Groupe Cybergun a un turnover faible et n'a pas de difficultés majeures pour attirer de nouveaux talents.

La direction du groupe associe la majorité de ses cadres et employés aux résultats de l'entreprise par la mise en place d'un régime d'option de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions.

Les fondateurs ont toujours souhaité faire du Groupe Cybergun une entreprise dans laquelle chacun se sentirait à l'aise au travers d'un environnement agréable et sécurisant, indépendamment des impératifs de compétitivité auxquels l'entreprise est en permanence confrontée.

C'est la raison pour laquelle le dialogue et la communication sont systématiquement privilégiés.

Un certain nombre d'outils et de pratiques ont été progressivement mis en place pour favoriser la communication interne, améliorer l'environnement de travail et la gestion des carrières.

- Intranet et Internet accessible à tous permettent d'avoir un dialogue constant à l'intérieur et hors l'entreprise.

- mise en place sur la majorité des postes de travail d'un système de communication vidéo via ADSL permettant de converser avec tous les pays du monde.

- En complément d'un dialogue permanent avec les instances représentatives du personnel, une protection sociale avantageuse a été mise en place au travers d'une mutuelle.

- Chaque salarié peut librement rencontrer les dirigeants du Groupe.

- L'actionnariat salarié a été mis en place dès 1999 au travers de plans d'options qui ont permis à de nombreux collaborateurs de devenir actionnaire de leur entreprise

- Le conseil d'administration a mis en place sur cet exercice une nouvelle attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe ainsi qu'un plan d'options de souscription d'actions.

3.1.2 - Les conséquences environnementales

L'activité du Groupe Cybergun n'a pas d'impact mesurable sur l'environnement. Toutefois, la problématique du développement durable, telle qu'elle se pose aujourd'hui, ne se résume pas à une approche uniquement écologique. Elle est en train de devenir l'un des éléments clé du fonctionnement d'une entreprise moderne pour qui croissance doit signifier progrès, non seulement dans le domaine économique, mais dans tous les autres domaines également.

Conscient qu'il n'y a pas d'entreprise viable à terme qui ne repose sur un équilibre entre l'économique, le social et la prise en compte de son environnement, le Groupe Cybergun s'applique depuis des années à rester à l'écoute de ses publics, et s'inscrit dans une logique de responsabilité vis à vis de ses parties prenantes, qu'il s'agisse des actionnaires, des clients, des fournisseurs ou des collaborateurs de l'entreprise.

Deux concepts sont retenus : respect de toutes les parties prenantes et transparence de l'information

3.1.3 - Risques industriels et risques liés à l'environnement

Du fait de la nature de son activité, la société n'est pas exposée à ce type de risque. Toutefois le développement durable mobilise désormais tous les postes, tous les pays et tous les collaborateurs du Groupe Cybergun.

Dans les faits cela se concrétise par la réduction de la taille des cartons, la réutilisation des cartons de livraison dans les différentes filiales, le broyage et le recyclage des papiers de bureaux, l'utilisation croissante d'Internet qui limite l'impression de papiers, l'investissement dans un nouveau système de chauffage avec utilisation d'électricité verte, renouvellement du parc véhicule par des voitures hybrides et invention et développement de la bille bio- dégradable en remplacement de la bille plastique.

3.2 - Stratégie financière de l'entreprise face aux risques du marché

3.2.1 - Risque de change

Le Groupe Cybergun achète et vend en dollar US. Le risque de perte de compétitivité du Groupe lié à la fluctuation des monnaies est donc limité à la notion de marge sur ces opérations.

La sensibilité du résultat opérationnel courant à la variation des monnaies est seulement limitée aux mouvements de conversion des états financiers du dollar US en euro.

La politique générale de la société en matière de couverture de change a consisté, jusqu'à ce jour, à opérer un équilibre entre les entrées et les sorties en dollar avec une mise en place en complément, de couvertures de change.

3.2.2 - Risques de Conversion

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Les actifs, passifs enregistrés dans des devises autres que l'euro doivent donc être convertis en euro, au taux de change applicable au jour de la clôture de l'exercice, pour être intégrés dans les états financiers.

Dans ce cas, la valeur en euro des actifs, passifs, initialement libellés dans une tierce devise diminuera et inversement en cas de dépréciation de l'euro.

3.2.3 - Risque de liquidité

En date du 07 juillet 2014 le Tribunal de commerce d'Evry a ordonné l'ouverture d'une procédure de conciliation, pour faire suite à la procédure de mandat ad hoc ouverte le 25 mars 2014. Un protocole de conciliation a été signé avec l'ensemble des banques de CYBERGUN, en date du 15 juillet 2014. Un pool d'investisseurs nommé « Restarted investments » a repris la dette bancaire et demande la conversion de cette dette en actions pour restaurer les capitaux propres de la société.

RACHAT DE LA DETTE BANCAIRE PAR UN POOL D'INVESTISSEURS

Afin de donner à nouveau au Groupe les marges de manœuvres financières nécessaires à son redéploiement, la société Restarted Investments¹, fédérant un pool d'entrepreneurs autour du projet, a proposé aux partenaires bancaires français et belges d'acquiescer la totalité de la dette bancaire qu'ils détenaient en vue de sa transformation en capital. Cette proposition a reçu le soutien exclusif du Conseil d'administration de Cybergun.

Un protocole a ainsi été conclu dans ce sens le 15 juillet avec l'accord unanime des partenaires bancaires français de Cybergun au terme duquel, Restarted Investments acquiert un montant nominal d'environ 21 MEUR de dettes bancaires. Cet accord devra faire l'objet d'une homologation prochaine par le Tribunal de commerce d'Evry.

Dans le même temps, Restarted Investments s'est engagée à mettre à disposition, sans délai, de nouvelles ressources financières à court terme sous la forme d'un apport en compte courant d'un montant maximum de 3 MEUR.

AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC MAINTIEN DU DPS EN DEUX TEMPS

Afin de compléter les ressources financières disponibles de la société, Cybergun lance une augmentation de capital de 3,1 MEUR avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions nouvelles selon les modalités suivantes :

¹ Société réunissant plusieurs entrepreneurs autour de Monsieur Amaury de Botmiliau

- Parité d'exercice des DPS : 2 DPS pour 1 action nouvelle ;
- Prix de souscription des actions nouvelles : 0,50 EUR2 ;
- Période de souscription : du jeudi 17 juillet au vendredi 25 juillet 2014 (inclus).

Cette opération est garantie à 75% par Restarted Investments.

Une seconde augmentation de capital est prévue au second semestre 2014 sous réserve de la délivrance préalable par l'AMF d'un visa sur le Prospectus relatif à cette opération. Cette levée de fonds sera également réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription et également garantie par Restarted Investments qui aurait la faculté de souscrire par compensation de tout ou partie du solde de sa créance.

La participation à cette seconde opération pouvant entraîner le franchissement du seuil de contrôle de la société, Restarted Investments déposera, préalablement auprès de l'AMF, une demande de dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique.

3.2.4 - Instruments de couverture

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt et de change.

Au 31 mars 2014, la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

Date Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal au 31/03/14	Index de réf.	Valeur de marché au 31/03/14	Élément couvert
12/04/2010	12/04/2014	Achat de cap	USD	94 KEUR	Lib3M	0	Dettes Acquisition Spartan DK
30/09/2010	30/09/2015	Vente de Floor - Achat de collar n°3	USD	700 KEUR	Lib3M	-5	Dettes Acquisition Spartan DK
30/08/2011	30/08/2016	Swap Cap	USD	1 800 KEUR	Lib3M	-12	Dettes Acquisition I2G 3MUSD
27/10/2011	31/12/2016	Achat de cap- Achat de collar n°4	USD	1 950 KEUR	Lib3M	-19	Dettes Acquisition I2G 3MUSD
Total instruments dérivés de taux						-36 KEUR	

Date Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal 1	Nominal 2	Valeur de marché au 31/03/14	Élément couvert
12/12/2013	24/06/2014	Achat Put Accumulateur	EUR/USD	722 KEUR	1 000 KUSD	0	
12/12/2013	24/06/2014	Vente Call Accumulateur	EUR/USD	1 444 KEUR	2 000 KUSD	2	
31/03/2014	01/04/2014	Swap de change - Achat/Vente	EUR/USD	100 KEUR	138 KUSD	0	
Total instruments dérivés de change						1 KEUR	

Les valorisations utilisées sont celles fournies par les contreparties bancaires.

Les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont des swaps prêteurs taux variables – emprunteur taux fixes et des collars qui viennent fixer les coupons de dettes à taux variable.

Le montant inscrit directement dans les capitaux propres au titre des dérivés de taux en couverture de flux de trésorerie n'est pas significatif. L'inefficacité enregistrée sur ces relations de couverture est non significative.

² Prime d'émission incluse, soit une décote de 28,6 % sur le cours de clôture du 10 juillet 2014 (0,70 EUR)

Les flux contractuels associés aux swaps de taux sont payés de façon simultanée aux flux contractuels des emprunts à taux variables et le montant différé en autres éléments du résultat global est reconnu en résultat sur la période où le flux d'intérêt de la dette impacte le résultat.

3.2.5 – Risque de taux

Le Groupe est essentiellement exposé au risque de taux d'intérêts au travers de sa dette à taux variable et de ses placements financiers.

CYBERGUN gère le risque de taux en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux.

3.2.6 – Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

3.3 - Stocks options et actions propres

3.3.1 - Stocks options

Il n'y a pas de plan de Stocks Options en cours.

3.3.2 - Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2014, le groupe détient 89 143 actions propres contre 173 891 actions au 31 mars 2013 (actions Cybergun). La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2014 à 87 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 0,98 EUR.

3.4- Perspectives et développements :

RETOUR A LA CROISSANCE EN FIN D'EXERCICE

Comme indiqué dans le communiqué de presse du 10 avril dernier, Cybergun a enregistré une amélioration progressive de l'activité sur la fin de l'exercice sur l'ensemble des zones géographiques. Cette dynamique s'est concrétisée par un retour à la croissance des ventes au mois de mars. Après l'impact brutal de la sortie simultanée de 2 consoles de jeux vidéo de nouvelle génération (Xbox One de Microsoft et PlayStation® 4 de Sony) juste avant les fêtes de fin d'année, Cybergun, grâce à une offre recentrée sur ses « best sellers », perçoit ainsi des signes encourageants de reprise.

Le chiffre d'affaires du 4ème trimestre 2013-2014 s'élève ainsi à 17 MUSD (12 MEUR) en repli limité de 5% à périmètre comparable (-9% en EUR)

Au global, l'exercice 2013-2014 reste globalement très pénalisé par un contexte encore difficile. Le chiffre d'affaires annuel ressort ainsi à 68 MUSD (51 MEUR) en repli de 14% à périmètre comparable (-18% en EUR).

TENDANCES CONTRASTEES PAR ZONE

Cybergun a réalisé 36 MUSD de chiffre d'affaires aux Etats-Unis sur le dernier exercice contre 48 MUSD l'an dernier. La zone la plus touchée par les nouvelles consoles de jeux contribue au redressement constaté en mars 2014.

En Europe, le chiffre d'affaires est globalement stable à 26 MUSD (+2% sur l'exercice). La zone est portée par la performance des pays d'Europe du nord. Après un premier semestre difficile, la France retrouve également le chemin de la croissance.

Le reste du monde contribue pour 6 MUSD sur l'exercice, stable sur un an. L'Amérique Latine connaît un très fort développement sur l'année malgré un léger ralentissement en fin d'exercice alors que l'Asie est globalement stable hors activité de Tech Group.

POINT SUR LA SITUATION FINANCIERE

Au cours des derniers mois, Cybergun a renforcé ses fonds propres grâce à une augmentation de capital de 2,1 MEUR réalisée en 2 tranches en décembre 2013 et février 2014. Au 31 mars 2014, le montant de l'endettement financier net est estimé à 38 MEUR (données non auditées) à comparer à 45 MEUR au 31 mars 2013.

En parallèle, Cybergun poursuit les actions destinées à sécuriser sa situation financière.

3.5 – Evènements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice

3.5.1 – Mise en place d'une ligne d'Equity.

Dans le cadre d'un accord sur la mise en place d'une nouvelle ligne de financement d'un montant maximum de 5 MEUR sur 24 mois conclu avec la Société Ya Global Master Spv Ltd en date du 26 mars 2014, Cybergun a procédé à cette date à une première émission de 100 obligations convertibles de 5 000 EUR, soit une valeur totale de 0,5 MEUR.

Le 11/04/2014 une demande de conversion de 10 obligations pour une valeur faciale de 50.000 EUR a été faite. Cette conversion a entraîné la création de 58 356 nouvelles actions.

Le 02/05/2014 une demande de conversion de 30 obligations pour une valeur faciale de 150.000 EUR a été faite. Cette conversion a entraîné la création de 184 343 nouvelles actions.

Le 30/06/2014 une demande de conversion de 20 obligations pour une valeur faciale de 100.000 EUR a été faite. Cette conversion a entraîné la création de 133 832 nouvelles actions.

3.5.2 – ouverture d’une nouvelle conciliation pour négociation de la dette bancaire

En date du 07 juillet 2014 le Tribunal de commerce d’Evry a ordonné l’ouverture d’une procédure de conciliation, pour faire suite à la procédure de mandat ad hoc ouverte le 25 mars 2014. Un protocole de conciliation a été signé avec l’ensemble des banques de CYBERGUN, en date du 15 juillet 2014. Un pool d’investisseurs nommé « Restarted investments » a repris la dette bancaire et demande la conversion de cette dette en actions pour restaurer les capitaux propres de la société

RACHAT DE LA DETTE BANCAIRE PAR UN POOL D’INVESTISSEURS

Afin de donner à nouveau au Groupe les marges de manœuvres financières nécessaires à son redéploiement, la société Restarted Investments³, fédérant un pool d’entrepreneurs autour du projet, a proposé aux partenaires bancaires français et belges d’acquérir la totalité de la dette bancaire qu’ils détenaient en vue de sa transformation en capital. Cette proposition a reçu le soutien exclusif du Conseil d’administration de Cybergun.

Un protocole a ainsi été conclu dans ce sens le 15 juillet avec l’accord unanime des partenaires bancaires français de Cybergun au terme duquel, Restarted Investments acquiert un montant nominal d’environ 21 MEUR de dettes bancaires. Cet accord a été homologué par le Tribunal de commerce d’Evry le 21 juillet 2014.

Dans le même temps, Restarted Investments s’est engagée à mettre à disposition, sans délai, de nouvelles ressources financières à court terme sous la forme d’un apport en compte courant d’un montant maximum de 3 MEUR dont 1 million en versement et 2 millions tirables.

AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC MAINTIEN DU DPS EN DEUX TEMPS

Afin de compléter les ressources financières disponibles de la société, Cybergun lance une augmentation de capital de 3,1 MEUR avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d’actions nouvelles selon les modalités suivantes :

- Parité d’exercice des DPS : 2 DPS pour 1 action nouvelle ;
- Prix de souscription des actions nouvelles : 0,50 EUR⁴ ;
- Période de souscription : du jeudi 17 juillet au vendredi 25 juillet 2014 (inclus).

Cette opération est garantie à 75% par Restarted Investments.

Une seconde augmentation de capital est prévue au second semestre 2014 sous réserve de la délivrance préalable par l’AMF d’un visa sur le Prospectus relatif à cette opération. Cette levée de fonds sera également réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription et également garantie par Restarted Investments qui aurait la faculté de souscrire par compensation de tout ou partie du solde de sa créance.

La participation à cette seconde opération pouvant entraîner le franchissement du seuil de contrôle de la société, Restarted Investments déposera, préalablement auprès de l'AMF, une demande de dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique.

² Prime d'émission incluse, soit une décote de 28,6 % sur le cours de clôture du 10 juillet 2014 (0,70 EUR).

3.6- Délégations de compétences et de pouvoirs au Conseil d'administration

Tableau en annexe

Le conseil d'administration

CYBERGUN

Société Anonyme

9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2014

ACOREX AUDIT
24, place Avenières
53006 LAVAL

ADH EXPERTS
8, rue Claude Bernard – BP 30364
28007 CHARTRES Cedex

Cybergun

Société Anonyme

9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cybergun, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1.1.1. de l'annexe aux comptes consolidés expose la réalisation des différentes hypothèses ayant permis l'application du principe de continuité d'exploitation retenu par votre Groupe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

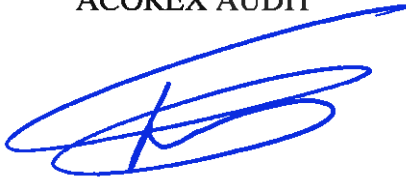
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Laval et Chartres, le 1^{ier} aout 2014

Les Commissaires aux Comptes

ACOREX AUDIT



Jean-François MERLET

ADH EXPERTS



Guirec LE GOFFIC



Comptes annuels consolidés

au 31 mars 2014

Sommaire

1	INFORMATIONS GENERALES	9
1.1	Faits marquants de l'exercice	9
1.1.1	<i>Continuité d'exploitation</i>	9
1.2	Changement de méthode ou de présentation	9
1.3	Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS	10
1.4	Estimations et jugements comptables déterminants	10
1.5	Périmètre de consolidation	11
1.5.1	<i>Exclusion de périmètre</i>	12
1.5.2	<i>Filiale</i>	12
1.6	Conversion des comptes et opérations libellées en monnaie étrangère	12
1.6.1	<i>Conversion des états financiers des filiales étrangères</i>	12
1.6.2	<i>Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères</i>	12
1.6.3	<i>Cours de conversion utilisés pour l'établissement des comptes consolidés</i>	13
1.7	Immobilisations incorporelles	13
1.7.1	<i>Goodwill</i>	13
1.7.2	<i>Brevets et licences</i>	14
1.7.3	<i>Frais de développement</i>	14
1.7.4	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	14
1.8	Immobilisations corporelles	14
1.9	Contrats de location	15
1.10	Perte de valeur des actifs corporels et incorporels	15
1.11	Actifs et passifs financiers	16
1.11.1	<i>Actifs disponibles à la vente</i>	16
1.11.2	<i>Prêts et créances</i>	16
1.11.3	<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	16
1.11.4	<i>Instruments dérivés</i>	16
1.12	Emprunts et autres passifs financiers	17
1.13	Actions propres/Capital	17
1.14	Actions ordinaires/Capital	17
1.15	Actions préférentielles/Capital	18
1.16	Rachat d'instrument de capitaux propres/Capital	18
1.17	Provisions	18
1.18	Stocks	18
1.19	Avantages accordés aux salariés	19
1.19.1	<i>Engagements de retraite</i>	19
1.19.2	<i>Droit individuel à la Formation (DIF)</i>	19
1.19.3	<i>Paiements fondés en actions</i>	19
1.20	Chiffre d'affaires consolidé	20
1.20.1	<i>Ventes d'armes factices ou jouets</i>	21
1.21	Autres produits et charges opérationnels	21
1.22	Coût du financement et autres charges et produits financiers	21
1.23	Impôts	21
1.24	Impôt exigible	21
1.25	Impôts différés	22
1.26	Résultat par action	22
1.27	Capitaux propres	23
1.27.1	<i>Capital</i>	23
1.27.2	<i>Stock-options</i>	23
1.27.3	<i>Actions propres</i>	23
2	GESTION DU RISQUE FINANCIER	23
2.1	Risque de crédit	23
2.2	Risque de liquidité	24
2.3	Risque de marché	24
2.4	Risque de change	24
2.5	Risque de taux	24

3	NOTES SUR LE BILAN ACTIF	25
3.1	Immobilisations incorporelles.....	25
3.1.1	<i>Survaleur</i>	25
3.1.2	<i>Autres Immobilisations Incorporelles</i>	25
3.2	Immobilisations corporelles.....	26
3.3	Participations et Actifs financiers non courants.....	27
3.4	Actifs et passifs d'impôts non courants.....	28
3.5	Stock de marchandises.....	28
3.6	Créances clients.....	28
3.7	Autres actifs courants.....	29
3.8	Trésorerie et équivalent de trésorerie.....	29
4	NOTES SUR LE BILAN PASSIF	30
4.1	Emprunts et dettes financières.....	30
4.2	Provisions pour risques et charges.....	31
4.3	Fournisseurs et autres passifs courants.....	32
4.4	Instruments dérivés.....	32
4.4.1	<i>Instruments dérivés de taux</i>	33
4.4.2	<i>Couverture d'investissement net à l'étranger</i>	33
5	NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	34
5.1	Secteurs opérationnels.....	34
5.2	Caractère saisonnier des activités du groupe.....	34
5.3	Dotation aux amortissements et provisions.....	34
5.4	Gains et pertes de change.....	35
5.5	Salaires et charges.....	35
5.6	Autres produits et charges opérationnels.....	36
5.7	Résultat financier.....	36
5.8	Charges d'impôts.....	37
5.9	Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence.....	37
6	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	38
6.1	Engagements hors bilan.....	38
6.1.1	<i>Existence d'emprunts assortis de clause de covenants</i>	38
6.1.2	<i>Instruments de couverture</i>	38
6.1.3	<i>Droit individuel à la formation (DIF)</i>	38
6.1.4	<i>Autres engagements hors bilan</i>	38
6.2	Parties liées.....	38
6.3	Rémunération globale des organes d'administration.....	38
6.4	Honoraires des commissaires aux comptes.....	39
6.5	Distribution de dividendes.....	39
6.6	Evènements post-clôture.....	39

Bilan consolidé

ACTIF en K€	Note	31/03/2014	31/03/2013
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3.1.1	9 939	10 645
Immobilisations incorporelles	3.1.2	4 007	4 392
Immobilisations corporelles	3.2	1 823	2 509
Participations entreprises associées	3.3	2 687	2 873
Actifs financiers non courants	3.3	532	552
Actifs d'impôts non courants	3.4	1 019	1 071
Autres actifs non courants		0	
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		20 008	22 042
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	3.5	23 630	23 593
Créances clients	3.6	9 994	10 579
Actifs d'impôt courants	3.7	1 452	1 424
Autres actifs courants	3.7	4 393	2 463
Trésorerie et équivalents trésorerie	3.8	1 313	7 172
Actifs destinés à être cédés			
TOTAL ACTIFS COURANTS		40 781	45 231
TOTAL ACTIF		60 789	67 273
PASSIF en K€			
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		3 925	1 551
Autres réserves		3 649	12 587
Résultat de l'exercice		-4 108	-12 814
Intérêts minoritaires		0	
TOTAL CAPITAUX PROPRES		3 466	1 324
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	4.1	9 391	30 838
Passifs d'impôts différés	3.4	3	3
Provisions à long terme	4.2	3 660	2 776
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		13 055	33 617
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs	4.3	9 059	6 832
Emprunts à court terme (dont concours bancaires courants et intérêts courus)	4.1	15 622	11 593
Part courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.1	14 967	9 883
Passifs d'impôt		209	398
Provisions à court terme	4.2	277	140
Autres passifs courants	4.3	4 133	3 485
Passifs destinés à la vente			
TOTAL PASSIFS COURANTS		44 268	32 331
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		60 789	67 273

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RÉSULTAT en K€	Note	31/03/2014	31/03/2013
Chiffre d'affaires	5.1	51 166	69 541
Achats consommés		-33 523	-45 967
<i>Marge brute</i>		17 644	23 574
Autres produits de l'activité		740	1 265
Charges externes		-11 014	-13 880
Impôts taxes et versements assimilés		-242	-212
Charges de personnel	5.5	-7 101	-8 841
Dotations aux amortissements et provisions	5.3	-1 918	-7 868
Gains et pertes de change	5.4	-26	164
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		-1 918	-5 798
Autres produits et charges opérationnels	5.6	-2 410	-510
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		-4 328	-6 308
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		17	-18
Charge d'intérêts des emprunts obligataires		-753	-1 491
Coût brut des autres emprunts		-1 315	-1 325
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		5.7	-2 051
Autres produits et charges financiers	5.7	2 076	-2 953
Charges d'impôt	5.8	194	-496
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	5.9	0	-223
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES		-4 108	-12 814
Résultat net d'impôts des activités cédées			
RESULTAT NET DE LA PERIODE		-4 108	-12 814
dont part revenant au groupe		-4 108	-12 814
dont part revenant aux minoritaires			
Résultat par action ⁽¹⁾			
<i>de base</i>		-0,407	-1,284
<i>dilué</i>		-0,407	-1,283

⁽¹⁾ Conformément à l'IAS 33, le résultat par action a été déterminé, avec effet rétrospectif, en tenant compte des augmentations de capital intervenues en juin et décembre 2013 ainsi qu'en février 2014 portant le nombre total d'actions à 11 968 166.

Résultat global

Résultat Global en K€	31/03/2014	31/03/2013
<i>Résultat de la période</i>	-4 108	-12 814
Eléments qui ne sont pas reclassables en résultat		
Variation des écarts de conversion	-1 093	609
Impôt différés sur éléments non reclassables en résultat		
Eléments pouvant être reclassés en résultat		
Écarts de conversion de l'endettement (IAS 21)	456	-263
Instruments de taux - Couverture des investissements nets à l'étranger		26
Instruments de change - Couverture des investissements nets à l'étranger		-146
Instruments de change - Couverture de flux de trésorerie		
Plus ou moins values de cession des actions propres		
IFRS 2 Paiements fondés en action		
Impôt différés sur éléments pouvant être reclassés en résultat		170
<i>Sous-total des pertes et profits comptabilisés directement en capitaux propres net d'impôt</i>	-638	396
RÉSULTAT GLOBAL	-4 746	-12 418
dont part revenant au groupe	-4 746	-12 418
dont part revenant aux minoritaires		

Les montants indiqués sont présentés nets des effets d'impôts éventuels

Tableau de variation des capitaux

Tableau de variation des capitaux propres en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de la période	Total Capitaux propres
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2012	1 550	30 973	4 697	-1 337	-22 522	13 362
Résultat au 31/03/2013					-12 814	-12 814
Instr. dérivés - couverture des invest. nets à l'étranger			-80			-80
Instr. dérivés - couverture des flux de trésorerie						0
Pertes/profits nets comptabilisés en capit. propres			-133	614		481
<i>Total des charges et produits comptabilisés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-213</i>	<i>614</i>	<i>-12 814</i>	<i>-12 413</i>
Affectation du résultat en réserves		-18 167	-4 355		22 522	0
Distribution de dividendes						0
Augmentation de capital						0
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			375			375
Changements de méthodes comptables						0
Variations de périmètre et divers						0
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2013	1 550	12 806	504	-723	-12 814	1 324
Résultat au 31/03/2014					-4 108	-4 108
Instrument dérivés - couverture des investissements nets à l'étranger						0
Instrument dérivés - couverture des flux de trésorerie						0
Pertes/profits nets comptabilisés en capitaux propres			456	-1 093		-638
<i>Total des charges et produits comptabilisés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>456</i>	<i>-1 093</i>	<i>-4 108</i>	<i>-4 746</i>
Affectation du résultat en réserves		-12 814			12 814	0
Distribution de dividendes						0
Augmentation de capital	2 375	4 550				6 925
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			-36			-36
Changements de méthodes comptables						0
Variations de périmètre et divers						0
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2014	3 925	4 543	923	-1 817	-4 108	3 466

Tableau des flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie en K€	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
<i>Résultat net consolidé</i>	-4 108	-12 814	-22 522
Résultat dans les sociétés mises en équivalence	0	223	690
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	493	933	-308
Plus et moins values de cession	40	442	862
+Charge d'impôt	-245	308	1 502
+Coût de l'endettement	2 068	2 816	2 548
+Gain sur le PREPS	-3 185		
+Amortissements et provisions	2 194	9 980	21 215
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement	-2 744	1 889	3 986
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	-7 857	3 308	2 836
Impôts sur les résultats payés	54	124	-2 679
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	-10 547	5 321	4 143
Activités d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations	-440	-3 946	-16 144
Cessions d'immobilisations	9	4 717	1 992
Incidence des variations de périmètre	0	-256	-4 501
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	-431	515	-18 653
Activité de financement			
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	0		-2 140
Augmentation de capital reçue	6 946		2 475
Autre variation des fonds propres	0		-1 551
Variation de l'endettement	-3 976	3 463	12 889
Intérêts payés	-2 308	-2 796	-2 591
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	662	668	9 082
Variation de trésorerie	-10 316	6 504	-5 429
Trésorerie d'ouverture	-4 422	-10 239	-4 345
Trésorerie de clôture	-14 309	-4 422	-10 239
Incidence des variations des cours devises	428	-686	-465
Variation de trésorerie	-10 316	6 504	-5 429
Détail de la trésorerie de clôture			
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	1 313	7 172	8 010
Concours bancaires courants	-15 622	-11 593	-18 249

Notes annexes

1 INFORMATIONS GENERALES

Depuis la cession du Groupe I2G en Mars 2013, le Groupe CYBERGUN n'exerce plus que l'activité de distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir.

CYBERGUN est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 9/11 rue Henri Dunant, zone d'activités les Bordes, BONDOUFLE (91070).

CYBERGUN est coté sur ALTERNEXT depuis le 30 janvier 2014.

Les comptes consolidés au 31 mars 2014 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 08 juillet 2014.

Ils sont exprimés en milliers d'euro (KEUR).

1.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1.1.1 Continuité d'exploitation

Au terme de l'exercice précédent l'hypothèse de continuité d'exploitation reposait sur la réalisation des hypothèses suivantes :

Réalisation du budget d'exploitation et du plan de financement

Aboutissement favorable des négociations avec les banques

Mise en œuvre de solutions (projets en capital et en cession d'actif) pour faire face aux échéances PREPS.

La société s'est trouvée en défaut de paiement sur le protocole signé avec les banques le 28 mars 2013 en date du 23 mars 2014.

En conséquence de quoi une nouvelle conciliation s'est ouverte et les éléments fournis par la direction permettent d'envisager un accord définitif avec les banques

Au vue de la réalisation de ces hypothèses et événements post clôture (voir note 6.6), il est approprié d'appliquer le principe de continuité d'exploitation

1.2 CHANGEMENT DE METHODE OU DE PRESENTATION

Aucun changement de méthode ou de présentation n'a été effectué.

1.3 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION IFRS

Les comptes consolidés de CYBERGUN sont préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables appliquées au 31 mars 2014 sont les mêmes que celles adoptées pour la préparation des états financiers annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2013.

Seules les normes approuvées et publiées au journal officiel par la Commission européenne antérieurement au 31 mars 2014 et d'application obligatoire au 1er avril 2013 ont été appliquées par le Groupe pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Les normes, amendements et interprétations IFRS suivants appliqués pour la première fois n'ont pas eu d'impact dans les comptes :

- Amendements à IAS 19 R – Avantages post-emploi : adoptés par l'Union Européenne le 6 juin 2012 et d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013 ;
- Amendement à IAS 12 – Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents, publié par l'IASB le 20 décembre 2010 et adopté par l'Union Européenne le 29 décembre 2012 ;
- Amendements à IFRS 7 – Compensation des actifs et des passifs financiers.

Pour l'élaboration des états financiers au 31 mars 2014, le Groupe n'a procédé à aucune anticipation de normes et interprétations.

1.4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DETERMINANTS

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants destinés à la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable ou de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS nécessite, de la part de la direction du groupe, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure, ils sont exposés dans les notes relatives aux tests de dépréciation des Goodwill, autres immobilisations incorporelles, et immobilisations corporelles.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe. Aucun changement significatif concernant les méthodes d'estimation n'a été mis en place sur la période.

1.5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation				
Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
<i>Société mère :</i>				
CYBERGUN SA	Zone d'activités les Bordes 9/11 rue Henri Dunant 91070 Bondoufle France	33764379500046		Société mère
<i>Sociétés filiales :</i>				
Sarl BRAINS 4 SOLUTIONS (B4S)	8, rue de l'Arc 77240 VERT ST-DENIS	51100631400013	100%	IG
MICROTRADE SARL	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100%	IG
CYBERGUN USA, Corp	PO BOX 35033 Scottsdale, AZ 85255 USA	N/A	100%	IG
SOFTAIR USA Inc.	Vineyard Center II 1452 hugues Road Suite 107 GRAPEVINE TX 76051 /USA	N/A	100%	IG
CYBERGUN INTERNATIONAL SA	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100%	IG
ASGUN Doo	Dolenjska Cesta 133 LJUBLJANA	N/A	100%	IG
PALCO SPORTS	8575 Monticello Lane North MAPLE GROVE MN 55369	N/A	100%	IG
SPARTAN IMPORTS DK	True Møllevej 11, 8381 Tilst, DENMARK	N/A	100%	IG
SPARTAN IMPORTS Inc. USA	213 Lawrence Avenue South San Francisco CA 94080 USA	N/A	100%	IG
CYBERGUN Italia srl	Milano Piazza Cavour 3 CAP 20121 ITALIE	N/A	100%	IG
CYBERGUN HONG KONG	1401, 14th Floor World Commerce Center, Harbour City, 7-11 Canton Road Tsim Sha Tsui, Kowloon HONG KONG	N/A	100%	IG
TECH GROUP US	3221 South Cherokee Lane Suite 1820 Woddstock GA 30188 USA	N/A	100%	IG
TECH GROUP UK	Unit D2 Sowton Industrial Estate Exeter Devon EX2 7 LA ENGLAND	N/A	100%	IG
TECH GROUP HK	11B 9/F block B Hung Hom Commercial center 339 Ma Tai Wai Road Hung Hom Kowloon HONG KONG	N/A	100%	IG
ONLINE WARMONGERS GROUP, INC	1800 Thayer Avenue, Suite A Los Angeles, CA 90025, U.S.A	N/A	40%	MEE

IG : Intégration globale, MEE : Mise en équivalence

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable annuel le 31 mars.

1.5.1 Exclusion de périmètre :

Société Freiburghaus

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHaus en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a, par conséquent, toujours été exclue du périmètre de consolidation.

1.5.2 Filiale :

Une filiale est une entité contrôlée par Cybergun SA. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

1.6 CONVERSION DES COMPTES ET OPERATIONS LIBELLES EN MONNAIE ETRANGERE

1.6.1 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères du groupe sont tenus dans leur monnaie de fonctionnement.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères y compris le goodwill sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis en euros au cours approchant les cours de change aux dates de transactions, ou bien au cours moyen de la période lorsque les cours ne connaissent pas de fluctuations importantes. Les capitaux propres sont conservés au taux historique. Les écarts de change résultant des conversions sont portés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

1.6.2 Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel.

En application de l'IAS 21, les avances en comptes courants auprès des filiales, dont le règlement n'est, ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible, constitue une part de l'investissement net du groupe. A ce titre, les écarts de change provenant de ces avances sont enregistrés en capitaux propres.

1.6.3 Cours de conversion utilisés pour l'établissement des comptes consolidés

Cours Euro contre devise	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
Taux de clôture			
USD	1,3708	1,2805	1,3356
GBP	0,8282	0,8456	0,8339
DKK	7,4659	7,4553	7,4399
Taux moyen (du 1er avril au 31 mars)			
USD	1,3405	1,2875	1,3224
GBP	0,8433	0,8149	0,8495
DKK	7,4588	7,4497	7,4503

1.7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**1.7.1 Goodwill**

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales, entreprises associées et coentreprises et correspondent à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Les goodwills positifs ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation à chaque clôture annuelle. La valeur recouvrable des écarts d'acquisition est alors estimée soit sur la base d'une valeur de marché soit sur la base d'une valeur d'utilité. La valeur d'utilité est définie comme la somme des cash-flows actualisés relatifs aux unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwills se rattachent. Quand la valeur de marché ou la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée de façon irréversible.

Les unités génératrices de trésorerie retenues pour le calcul des tests de dépréciation correspondent aux filiales.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation issus des budgets prévisionnels établis par la direction sur une durée de 4 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs d'après la méthode du Médaf/WACC est de 9,3 % (inchangé par rapport à l'année dernière). L'évolution du WACC est principalement influencée par la forte pondération compte tenu du poids de la dette. Le taux de croissance à l'infini pour la valeur terminale (VT) est de - 10 % pour l'activité historique et sans objet pour l'activité jeu vidéo.

En termes de variation du chiffre d'affaires et des valeurs terminales, les hypothèses retenues sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des activités opérationnelles.

Les goodwills négatifs (qui selon IFRS 3 sont définis comme : « excédent de la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport à leur coût ») sont comptabilisés immédiatement en résultat.

1.7.2 Brevets et licences

Les licences exclusives de reproduction sont amorties en linéaire sur la durée des contrats.

A la clôture de chaque exercice et pour chaque licence lorsqu'il existe des indicateurs de perte de valeur (essentiellement quand les ventes se révèlent inférieures aux prévisions), des cash-flows prévisionnels actualisés sont calculés. Lorsque ces derniers sont inférieurs à la valeur nette comptable des licences, une dépréciation est pratiquée.

Les logiciels informatiques sont amortis sur mode linéaire sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

Les frais internes relatifs aux dépôts de marques sont comptabilisés en charges. Il s'agit des coûts juridiques hors le dépôt lui-même ainsi que des frais induits (Téléphone, courrier, traductions etc...).

Il existe deux types de contrat de licences :

- 1- les licences acquises pour une certaine durée sont portées à l'actif du bilan. Ces contrats sont amortis sur leur durée; aucune royauté n'est versée.
- 2- Les contrats signés pour une certaine période moyennant le versement de royalties sur les ventes réalisées. Ces royalties correspondent à un pourcentage du Chiffre d'affaires mais comportent pour la plupart des minima. Les royalties sont comptabilisées en charges d'exploitation.

1.7.3 Frais de développement

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont immobilisés dès lors que les six critères sont respectés – confère le paragraphe 1.7.4 suivant.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés qui remplissent les critères sont inscrits à l'actif du bilan. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 6 ans.

1.7.4 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (dépréciation). Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont les coûts peuvent être déterminés de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs existent, sont comptabilisés en immobilisations.

Aucun coût d'emprunt n'est incorporé aux coûts des immobilisations.

1.8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont calculés en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilisation estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les agencements, installations techniques et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements calculés par application de taux homogènes au sein du groupe, sont déterminés par référence aux modes et aux durées d'utilisation suivantes :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Moules de production	10 ans	Linéaire
Mobilier	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	4 à 5ans	Linéaire
Matériel de transport	3 ans	Linéaire
Matériel de démonstration	5 ans	Linéaire

Ces durées d'amortissement sont revues et modifiées en cas de changement significatif ; ces changements sont appliqués de façon prospective.

1.9 CONTRATS DE LOCATION

Suivant la norme IAS 17, les immobilisations utilisées dans le cadre d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisation corporelle et au passif en dettes financières pour le montant des paiements à effectuer au titre du contrat de location.

Les loyers sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au titre de chaque période.

Le Groupe a fixé un seuil en fonction de sa taille et de l'activité de ses entités. Le retraitement des contrats de location financement figurant dans le bilan est effectué pour tous les biens dont la valeur d'origine est supérieure à 10 KEUR. Il n'existe aucun contrat de location financement au 31 mars 2014.

1.10 PERTE DE VALEUR DES ACTIFS CORPORELS ET INCORPORELS

Conformément à la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs", lorsque des événements, des modifications d'environnement de marché ou des niveaux d'activité (chiffre d'affaires) indiquent un risque de perte de valeur, les immobilisations incorporelles et corporelles du Groupe font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable; cette valeur est définie comme la plus élevée de la juste valeur et de la valeur d'utilité.

Dans le cas où la valeur recouvrable des actifs serait inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles (hors Goodwill) à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée).

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du groupe Cybergun.

La norme IAS 36 définit le taux d'actualisation à utiliser comme le taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle de la valeur temps par marché et les risques spécifiques à l'actif. C'est le taux de rendement que des investisseurs demanderaient s'ils avaient à choisir un placement dont le montant, l'échéance et les risques seraient équivalents à ceux de l'actif ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) considéré.

Le taux d'actualisation utilisé pour les besoins du test de perte de valeur de 9,3% prend en compte la structure financière et le taux d'endettement des entreprises du secteur, c'est-à-dire des "comparables" et non ceux de l'entreprise ou du groupe auquel appartient l'actif ou l'UGT.

1.11 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont constitués des actifs disponibles à la vente, des prêts et créances, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments dérivés et des emprunts.

1.11.1 Actifs disponibles à la vente

Les titres non consolidés sont classés dans la catégorie « actifs disponibles à la vente » car ils ne répondent pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées directement dans les capitaux propres.

1.11.2 Prêts et créances

Ils comprennent des dépôts et des cautions.

1.11.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue, généralement de moins de 3 mois, aisément mobilisables ou cessibles à très court terme, convertibles en un montant de liquidités et ne présentent pas de risques significatifs de perte de valeur. Ils sont évalués selon la catégorie des actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Les découverts bancaires remboursables à vue qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

1.11.4 Instruments dérivés

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt. Certaines opérations conformes à la politique de gestion des risques de taux et de change du Groupe ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisées comme des instruments à des fins de transaction.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat consolidé.

Pour Cybergun, les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon deux types de relations de couverture : de flux de trésorerie ou d'investissement net dans une activité à l'étranger :

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture d'un investissement net à l'étranger couvre l'exposition au risque de change de l'actif net (y compris les prêts considérés comme faisant partie de l'investissement) de l'activité à l'étranger.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme, d'un flux de trésorerie ou d'un investissement net à l'étranger est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en autres éléments du résultat global, la variation de juste valeur du sous-jacent n'étant pas enregistrée dans l'état de la situation financière consolidée. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat du ou des mêmes périodes que celles au cours desquelles l'actif acquis ou le passif émis affecte le résultat ;
- pour les couvertures d'un investissement net, la partie des profits ou des pertes sur l'instrument de couverture qui est considérée comme efficace est comptabilisée en autres éléments du résultat global dans les écarts de conversion, la partie inefficace est comptabilisée dans le compte de résultat consolidé. Le profit ou la perte inscrit dans les écarts de conversion est comptabilisé en résultat lors de la sortie de l'investissement à l'étranger.

L'application des principes relatifs à la couverture des investissements nets est mesurée au travers de la lecture du résultat global.

1.12 EMPRUNTS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers non dérivés comprennent les emprunts, autres financements et découverts bancaires.

1.13 ACTIONS PROPRES/CAPITAL

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14 ACTIONS ORDINAIRES/CAPITAL

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'option sur actions, sont comptabilisés en déduction des fonds propres.

1.15 ACTIONS PREFERENTIELLES/CAPITAL

Il n'existe pas d'actions préférentielles.

1.16 RACHAT D'INSTRUMENT DE CAPITAUX PROPRES/CAPITAL

Si le groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en diminution des capitaux propres. Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres.

1.17 PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice :

- (a) il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé,
- (b) il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- (c) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou à des obligations actuelles pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

1.18 STOCKS

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués au plus faible du coût et de sa valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les stocks acquis en devise sont valorisés au cours du jour d'achat.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'encours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Les stocks font l'objet, par référence, d'un calcul de rotation sur la base des historiques de ventes et des prévisions commerciales. Il est constaté une provision statistique sur la base des risques d'écoulement identifiés.

1.19 AVANTAGES ACCORDES AUX SALARIES

1.19.1 Engagements de retraite

Selon les lois et usages de chaque pays, Cybergun participe à des régimes de retraite, prévoyance et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies :

- dans le cadre des régimes à cotisations définies, le complément de retraite est fixé par le capital accumulé du fait des contributions versées par le salarié et l'entreprise à des fonds extérieurs. Les charges correspondent aux cotisations versées au cours de l'exercice. Il n'y a aucun engagement ultérieur du Groupe envers ses salariés. Pour Cybergun, il s'agit généralement des régimes publics de retraite ou des régimes spécifiques à cotisations définies.
- dans le cadre des régimes (ou plans) à prestations définies, le salarié bénéficie de la part du Groupe d'une indemnité de fin de carrière fixée en fonction de paramètres tels que son âge, la durée de sa carrière, le montant de ses rémunérations. Au sein du Groupe, tel est le cas en France, et aux USA.

Sur la base du mode de fonctionnement de chaque régime et des données fournies par chaque pays, les obligations futures de l'employeur ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel appelé « méthode des unités de crédit projetées » (« projected unit credit method »). Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière.

Pour les salariés français ces calculs actuariels intègrent diverses hypothèses :

- ✓ obligations définies par les conventions collectives (convention 3130 *Jeux, jouets et articles de fête*) ;
- ✓ méthode prospective fondée sur les salaires et les droits de fin de carrière ;
- ✓ tables de mortalités ; (table de mortalité TD 2003-2005 qui différencie les hommes et les femmes) ;
- ✓ dates de départ à la retraite ; 65 ans ;
- ✓ taux de progression des salaires (1%) ;
- ✓ taux de rotation du personnel en fonction de la tranche d'âge : 7% l'an pour les moins de 30 ans ; 4% pour les 30/40 ans ; 2% pour les 40/50 ans et 1 % les plus de 50 ans ;
- ✓ taux d'actualisation annuel de 4% ;
- ✓ charges patronales : 45% pour les non-cadres et 50 % pour les cadres ;
- ✓ les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en compte de résultat.

1.19.2 Droit individuel à la Formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle et au dialogue social ouvre pour le salarié un droit individuel à la formation (DIF) d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans.

Les dépenses à engager dans le cadre du DIF se rattachant à l'activité future de l'entreprise constituent des charges de la période au même titre que les autres dépenses de formation.

1.19.3 Paiements fondés en actions

Les programmes d'options sur actions permettent aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la Société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. La juste valeur des options est évaluée en tenant compte des termes et conditions des options définis au moment de leur attribution :

- Plans de stock-options : la comptabilisation en résultat de cette rémunération est étalée sur la durée d'acquisition des droits.
- Actions gratuites : la charge comptable est déterminée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution. Cette charge est prise en compte sur la durée d'acquisition des droits.

Le conseil d'administration de Cybergun procède à l'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés du groupe dans le cadre de la délégation reçue par son assemblée générale extraordinaire.

Ces actions gratuites sont soit rachetées sur le marché, soient émises dans le cadre de l'article L225-197-1 du Code du commerce.

Les conditions et critères d'attribution suivants :

- Ancienneté du salarié,
- Implication du salarié dans le fonctionnement et les objectifs du groupe,
- Performance individuelle du salarié, comprenant la réalisation des objectifs individuels du salarié et sa participation à la réalisation des objectifs du groupe.

A l'issue de la période d'acquisition, généralement fixée à 24 mois, les bénéficiaires sont tenus de conserver ces actions, sans pouvoir les céder pendant une période de conservation de deux ans.

Les plans d'attribution en cours suivants ont été approuvés : Néant.

1.20 CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou la réalisation du service.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Dans le cas où l'existence de différé de paiement aurait un effet sur la détermination de la juste valeur, il en est tenu compte en actualisant les paiements futurs.

1.20.1 Ventes d'armes factices ou jouets

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client que le transfert des risques est réalisé, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe. Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens, équipements ou services reçus par le client, le chiffre d'affaires est, en principe, différé jusqu'à la date d'acceptation.

1.21 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les charges et produits non courants correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et par leur montant significatif.

Les charges et produits non récurrents incluent les éléments suivants :

- ✓ résultat de cession : des immobilisations corporelles et incorporelles, sur titres de participation, sur autres immobilisations financières et autres actifs ;
- ✓ dépenses de réorganisation et de restructuration ;
- ✓ pertes de valeur sur actifs immatériels.

1.22 COUT DU FINANCEMENT ET AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers.

Le coût de l'endettement financier net comprend :

1. les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent les résultats de cession des valeurs mobilières de placement, les intérêts créditeurs ainsi que le résultat des couvertures de taux de change sur trésorerie,
2. le coût de l'endettement financier brut qui inclut l'ensemble des charges d'intérêt sur les opérations de financement.

Les autres produits et charges financiers comprennent les résultats sur les cessions de titres non consolidés, les variations de juste valeur des instruments financiers (actifs, passifs et dérivés), les résultats de change et les autres produits et charges financiers.

1.23 IMPOTS

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

1.24 IMPOT EXIGIBLE

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture.

Le taux d'impôt retenu pour les différentes sociétés du groupe est le suivant :

Taux d'impôt	31/03/2014	31/03/2013
CYBERGUN SA	33,33%	33,33%
B4S	33,33%	33,33%
ASGUN DOO	25,00%	25,00%
CYBERGUN HK	16,50%	16,50%
CYBERGUN INTERN.	8,00%	8,00%
CYBERGUN USA	40,00%	40,00%
ICON	-	40,00%
MICROTRADE	30,88%	30,88%
PALCO SPORT	40,00%	40,00%
SOFTAIR USA	35,00%	35,00%
SPARTAN IMPORTS	44,00%	44,00%
I2G	-	34,00%
TECH GROUP UK	23,70%	23,70%
TECH GROUP HK	16,50%	16,50%
TECH GROUP USA	40,00%	40,00%
SPARTAN DK	25,00%	25,00%

1.25 IMPOTS DIFFERES

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour la plupart des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt adoptés à la clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'effet des éventuelles variations des taux d'imposition, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, est comptabilisé en compte de résultat.

Les impôts différés sont présentés au bilan séparément des actifs et passifs d'impôt exigible et classés dans les éléments non courants.

1.26 RESULTAT PAR ACTION

Le groupe présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires. Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par actions diluées est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, tenant compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui comprennent notamment les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

1.27 CAPITAUX PROPRES

1.27.1 Capital

Le capital social de la société au 31 mars 2014 est de 3 925 439 euros composé de 11 968 166 actions, chacune entièrement libérée.

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

1.27.2 Stock-options

Plan de stock-options réservé aux salariés

L'assemblée générale extraordinaire du 25 septembre 2008 a autorisé le conseil d'administration à consentir à certains salariés de la société des options de souscriptions dans la limite de 60 000 actions au prix de 5,50 EUR avant le 2 décembre 2010 ; au terme de cette période le nombre d'actions souscrites s'est élevé à 49 000 actions, soit une libération de 269 500 EUR représentant une augmentation de capital de 16 070,94 EUR et une prime d'émission de 253 429,06 EUR.

Le conseil d'administration du 8 décembre 2010, après approbation par l'assemblée générale, a émis le principe d'un plan d'émission de 90 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 12 EUR.

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, dont le rapport a été présenté lors de l'assemblée générale du 20 septembre 2012, a émis le principe d'un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 10,50 EUR.

1.27.3 Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2014, le groupe détient 89 143 actions propres contre 173 891 actions au 31 mars 2013 (actions Cybergun). La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2014 à 87 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 0,98 EUR.

2 GESTION DU RISQUE FINANCIER

2.1 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

2.2 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Généralement, le Groupe s'assure qu'il dispose d'un dépôt à vue suffisant pour faire face aux dépenses opérationnelles attendues pour une période de 60 jours, incluant les paiements nécessités par le service de sa dette. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, comme les catastrophes naturelles, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir. De plus, le Groupe maintient ses lignes de crédit.

Les principales évolutions et mentions portant sur le risque de liquidité sont présentées en note 4.1. Emprunts et dettes financières.

2.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

Le groupe cherche à gérer dans la mesure du possible le risque de marché en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux et de devises.

2.4 RISQUE DE CHANGE

Le Groupe est exposé au risque de change sur les emprunts qui sont libellés dans une monnaie autre que l'euro, il s'agit pour l'essentiel du dollar américain (USD).

Le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour couvrir son risque de change. Les contrats à terme ont, à la date de clôture, une échéance inférieure à un an. Si nécessaire, les contrats de change à terme sont renouvelés à leur date d'échéance.

Le Groupe est peu exposé à un risque de change sur ses transactions courantes (d'achats et ventes), en effet le volume d'activité s'équilibre.

2.5 RISQUE DE TAUX

Le Groupe est essentiellement exposé au risque de taux d'intérêts au travers de sa dette à taux variable et de ses placements financiers.

CYBERGUN gère le risque de taux en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux.

3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

3.1.1 Survaleur

Goodwill en K€	31/03/2014	31/03/2013
<i>VNC ouverture</i>	10 645	10 236
Acquisitions		
Cessions		
Variations de périmètre	0	-17 198
Ajustement du prix payé		
Variation des pertes de valeur		17 104
Ecart de conversion	-706	503
VNC clôture	9 939	10 645
<i>Valeur brute clôture</i>	<i>10 068</i>	<i>10 774</i>
Cumul de perte de valeur clôture	-129	-129

Le goodwill est intégralement rattaché à l'activité tir de loisirs.

Le test d'évaluation effectué à la clôture de l'exercice sur le Goodwill « Tir de loisirs » n'a pas révélé de perte de valeur.

3.1.2 Autres Immobilisations Incorporelles

Immobilisations incorporelles (Valeur brute en K€)	Licences et Brevets	Frais de Dévelop.	Cientèle	Autres	Total
<i>Valeur brute au 31 mars 2012</i>	<i>6 944</i>	<i>1 125</i>	<i>1 922</i>	<i>33</i>	<i>19 257</i>
Acquisitions	137	134	0	88	1 997
Sorties	-537	0	-1 981	-13	-2 789
Ecart de conversion	48	34	45	0	495
Variations de périmètre	0	0	0	0	-10 113
Autres	-366	-21	15	3	-1 236
<i>Valeur brute au 31 mars 2013</i>	<i>6 226</i>	<i>1 272</i>	<i>0</i>	<i>111</i>	<i>7 611</i>
Acquisitions	33	10	0	0	43
Sorties	0	0	0	-3	-3
Ecart de conversion	-41	-59	0	0	-100
Variations de périmètre	0	0	0	0	-0
Autres	79	0	0	0	79
Valeur brute au 31 mars 2014	6 297	1 224	0	109	7 630

Immobilisations incorporelles (Amortissements en cumul en K€)	Licences et Brevets	Frais de Dévelop.	Clientèle	Autres	Total
<i>Amortissements au 31 mars 2012</i>	<i>1 979</i>	<i>527</i>	<i>96</i>	<i>7</i>	<i>6 756</i>
Amortissements	320	398	98	4	5 726
Dépréciation de valeur	0	0		22	22
Diminutions	0	0	-200	-7	-207
Variations de périmètre	0	0	0	0	-8 273
Ecart de conversion	7	10	2	0	185
Autres	-42	-9	3	3	-989
<i>Amortissements au 31 mars 2013</i>	<i>2 264</i>	<i>926</i>	<i>0</i>	<i>29</i>	<i>3 219</i>
Amortissements	249	116	0	4	369
Dépréciation de valeur	0	0		22	22
Diminutions	-3	0	0	0	-3
Variations de périmètre	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	-21	-43	0	0	-64
Autres	79	0	0	0	79
Amortissements au 31 mars 2014	2 570	999	0	55	3 623
Valeur nette comptable					
au 31 mars 2013	3 962	346	0	82	4 392
au 31 mars 2014	3 728	225	0	55	4 007

Concernant ses licences, le groupe Cybergun confirme qu'il n'existe pas d'indice de perte de valeur nécessitant un test de dépréciation.

3.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Immobilisations corporelles (Valeur brute en K€)	Installations techniques	Autres	Total
<i>Valeur brute au 31 mars 2012</i>	<i>3 317</i>	<i>2 788</i>	<i>6 104</i>
Acquisitions	176	317	493
Sorties	-164	-341	-504
Ecart de conversion	52	70	123
Variations de périmètre		-7	-7
Autres	272	-259	13
<i>Valeur brute au 31 mars 2013</i>	<i>3 653</i>	<i>2 568</i>	<i>6 221</i>
Acquisitions	123	92	216
Sorties	-581	-80	-661
Ecart de conversion	-92	-111	-203
Variations de périmètre		0	0
Autres	0	-79	-79
Valeur brute au 31 mars 2014	3 104	2 389	5 493

Immobilisations corporelles (Amortissements en cumul en K€)	Installations techniques	Autres	Total
Amortissements au 31 mars 2012			
Amortissements	1 491	1 448	2 939
Dépréciation de valeur			
Diminutions	595	483	1 077
Variations de périmètre			
Ecarts de conversion	-45	-341	-386
Autres			
	19	-7	-7
	260	41	60
		-232	29
Amortissements au 31 mars 2013			
Amortissements	2 320	1 392	3 711
Dépréciation de valeur			
Diminutions	403	379	782
Variations de périmètre			
Ecarts de conversion	-527	-88	-615
Autres			
	0	0	0
	-64	-66	-130
	0	-79	-79
Amortissements au 31 mars 2014			
	2 132	1 538	3 670
Valeur nette comptable			
au 31 mars 2013	1 333	1 176	2 509
au 31 mars 2014	971	852	1 823

3.3 PARTICIPATIONS ET ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Participations et actifs financiers non courants en K€	Titres MEE	Autres Part. ent. associées	Total Part. ent. associées	Autres actifs non courants	Total Valeur brute des actifs non courants	Actifs finan. non courants destinés à être cédés	Pertes de valeur	Autres mouvements	Valeur nette
au 31 mars 2013	2 848	24	2 872	1 002	3 875	0	-450		3 425
Acquisition/Aug.		0	0	331	331		-450		-120
Cession/Dim.			0	-9	-9		450		442
Autres mouvements								-337	-337
Var. de périmètre			0		0				0
Var. tx de change	-187	0	-187	-5	-191				-191
au 31 mars 2014	2 661	24	2 686	1 320	4 005	0	-450	-337	3 218

L'essentiel des autres actifs non courant est constitué de dépôt de garantie et de prêts accordés dont l'échéance est supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans.

En application d'IAS 28, le total des actifs, passifs, chiffre d'affaires et résultat net des sociétés mises en équivalence s'élèvent à :

- Actif Total :	8,1 MUSD
- Passif (hors capitaux propres) :	0,1 MUSD
- Chiffre d'affaires :	Néant
- Résultat net :	Néant

Il s'agit intégralement de la participation dans la société OW, qui développe le jeu War Inc.

3.4 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS NON COURANTS

Actifs et passifs d'impôts non courants en K€	31/03/2014	31/03/2013
Retraitement de charges à répartir	0	6
Différences temporaires fiscalités locales	90	90
Autres retraitements divers	97	117
Neutralisation de la marge intragroupe sur stocks	700	698
Frais bancaires sur émission d'emprunt obligataire	0	-4
Instruments financier	-1	3
Stocks options et actions gratuites	31	15
Ajustement juste valeur	2	2
Déficits	96	140
Impôts différés nets	1 016	1 068
<i>Actifs d'impôts différés</i>	<i>1 019</i>	<i>1 071</i>
<i>Passifs d'impôts différés</i>	<i>-3</i>	<i>-3</i>
Impôts différés nets	1 016	1 068

3.5 STOCK DE MARCHANDISES

Stocks en K€	31/03/2014	31/03/2013
Valeurs brutes	24 858	24 740
Pertes de valeur	-1 228	-1 147
Valeurs nettes	23 630	23 593

Le stock de marchandises comprend essentiellement des répliques de pistolets factices et produits associés.

Le stock de marchandises est localisé dans les zones suivantes :

Stocks par zone en K€	31/03/2014	31/03/2013
France	5 639	6 021
Reste du monde	17 991	17 572
<i>dont USA</i>	<i>15 203</i>	<i>14 694</i>
Valeurs nettes par zone	23 630	23 593

3.6 CREANCES CLIENTS

en K€	31/03/2014	31/03/2013
Créances clients brutes	11 237	11 882
Pertes de valeur	-1 243	-1 303
Créances clients nettes	9 994	10 579

L'ensemble des créances clients a une échéance à un an.

Hormis les créances commerciales échues ayant fait l'objet d'une provision pour perte de valeur, le Groupe Cybergun estime n'être exposé à aucun risque significatif de recouvrement.

3.7 AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants se composent de :

Autres actifs d'impôt	1 452	1 424
Avances, acomptes sur commandes	483	163
Actifs financiers dérivés	0	0
Autres créances	3 910	2 300
Autres actifs courants	4 393	2 463

L'ensemble des autres actifs courants a une échéance à un an.

Le détail des autres créances est le suivant :

Autres créances en K€	31/03/2014	31/03/2013
Créances sociales	26	22
Comptes courants débiteurs	1	0
Créances sur cessions d'immos	0	150
Créances fiscales	1 042	577
Débiteurs divers	2 023	1 122
Charges constatées d'avance	819	428
Total Autres créances	3 910	2 300

3.8 TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE

Trésorerie active en K€	31/03/2014	31/03/2013
Disponibilités	1 328	7 172
VMP - FCP		0
VMP - Obligations	0	0
VMP- Obligations coupons courus		0
Prov. Déprec. VMP	-15	0
Total Trésorerie active	1 313	7 172

Les valeurs mobilières de placement sont constituées pour l'essentiel d'obligations cotées. Elles sont évaluées sur la base de leur cours de bourse au 31 mars 2014.

4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Dettes financières en K€	31/03/2013	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 760	8 968	8 792	17 760	
Emprunts auprès des banques	22 623	577	22 046	5 415	17 208
Concours bancaires courants	11 545	11 545			11 545
Intérêts courus non échus	384	384		384	
Total	52 312	21 475	30 838	23 559	28 753

Dettes financières en K€	31/03/2014	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	9 361	500	8 861	9 361	
Emprunts auprès des banques ⁽³⁾	14 901	14 371	530		14 901
Concours bancaires courants	15 579	15 579			15 579
Intérêts courus non échus	140	140		140	
Total Dettes financières	39 981	30 590	9 391	9 501	30 480

Dettes financières en K€	31/03/2014				Souscrits			
	- 1an	1 à 5 ans	+ 5 ans		en Euros	en Dollar	en Livres	Souscrits en Couronnes Danoises
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	9 361	500	0	8 861	8 861	0	0	0
Emprunts auprès des banques ⁽³⁾	14 901	14 371	530		5 537	7 794	1 570	0
Concours bancaires courants	15 579	15 579			1 795	13 568	0	216
Intérêts courus non échus	140	140			140			
Total Dettes financières	39 981	30 590	530	8 861	16 333	21 362	1 570	216

⁽¹⁾ Le groupe Cybergun a remboursé, au cours du mois de juin 2013, par anticipation, les échéances obligataires PREPS 1 (6 MEUR en juillet 2013) et PREPS 2 (3 MEUR en mars 2014) pour un montant total de 65% de leur valeur nominale, soit 5,9 MEUR.

⁽²⁾ Le 22 septembre 2010, Cybergun SA a émis un emprunt obligataire dont les caractéristiques sont les suivantes: Montant : 90 000 obligations émises au nominale de 100 euros, soit 9 MEUR

Durée : 6 ans

Taux fixe d'intérêt de 8%, coupon versé trimestriellement

Remboursement prévu in fine avec possibilité d'un remboursement anticipé au pair des obligations à partir d'octobre 2011

Obligations cotées sur NYSE Euronext Paris.

Suite à l'AG des porteurs d'obligations du 9 janvier 2014, les nouvelles caractéristiques des obligations sont :

- échéance de remboursement au pair (100 €) : 18 octobre 2020 ;

- coupons :

- 3.32 % par an de l'année civile 2014 à l'année civile 2018 ;

- 5.00 % pour l'année civile 2019 ;

- 10.00 % pour l'année civile 2020.

- montant cumulé des intérêts versés pour chaque obligation : 55.10 €.

Les intérêts continueront à être versés trimestriellement et le taux actuariel de l'emprunt est désormais de 5.78 %. Les obligations restent cotées en continu sous le libellé CYBERGUN 8% 18/10/16 EUR (FR0010945725 – CYBO).

⁽³⁾ Le non-paiement de l'échéance du 23 mars 2014 a entraîné l'exigibilité de la dette bancaire

4.2 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risque et charges en K€	31/03/2014		31/03/2013	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Provisions pour risques ⁽¹⁾	3 400		2 700	
Provisions garanties & SAV		11		11
Provision litige		15		
Provision pour impôt - contrôle fiscal	190			
Indemnités de départ la retraite ⁽²⁾	70		76	
Autres provisions pour risques et charges		251		129
Total Provisions pour risque et charges	3 660	277	2 776	140

⁽¹⁾ La provision pour risques a vocation à couvrir les risques résiduels liés à l'activité jeux vidéo.

⁽²⁾ La provision constatée au 31 mars 2014 ne concerne que les seuls salariés français ; la valeur des droits relatifs aux salariés des sociétés étrangères a été estimée non significative.

4.3 FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Autres passifs courants en K€	31/03/2014	31/03/2013
Fournisseurs	9 059	6 832
Total Fournisseurs	9 059	6 832
Avances et acomptes	61	41
Fournisseurs Immobilisation	0	0
Dettes sociales	988	992
Dettes fiscales	978	734
Créditeurs divers	2 071	1 510
Passif financiers dérivés	35	207
Total Autres passifs courants	4 133	3 485

L'ensemble des passifs courants a une échéance inférieure à un an.

4.4 INSTRUMENTS DERIVES

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt et de change.

Au 31 mars 2014, la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

Instruments dérivés de taux

Date	Échéance	Description	Devise	Nominal au 31/03/14	Index de réf.	Valeur de marché au 31/03/14	Élément couvert
12/04/2010	12/04/2014	Achat de cap	USD	94 KEUR	Lib3M	0	Dettes Acquisition Spartan DK
30/09/2010	30/09/2015	Vente de Floor - Achat de collar n°3	USD	700 KEUR	Lib3M	-5	Dettes Acquisition Spartan DK
30/08/2011	30/08/2016	Swap Cap	USD	1 800 KEUR	Lib3M	-12	Dettes Acquisition I2G 3MUSD
27/10/2011	31/12/2016	Achat de cap- Achat de collar n°4	USD	1 950 KEUR	Lib3M	-19	Dettes Acquisition I2G 3MUSD
<i>Total instruments dérivés de taux</i>						-36 KEUR	

Instruments dérivés de change

Date	Échéance	Description	Devise	Nominal 1	Nominal 2	Valeur de marché au 31/03/14	Élément couvert
12/12/2013	24/06/2014	Achat Put Accumulateur	EUR/USD	722 KEUR	1 000 KUSD	0	
12/12/2013	24/06/2014	Vente Call Accumulateur	EUR/USD	1 444 KEUR	2 000 KUSD	2	
31/03/2014	01/04/2014	Swap de change - Achat/Vente	EUR/USD	100 KEUR	138 KUSD	0	
<i>Total instruments dérivés de change</i>						1 KEUR	
Total instruments dérivés nets (Actif)						-35 KEUR	

Les valorisations utilisées sont celles fournies par les contreparties bancaires.

4.4.1 Instruments dérivés de taux

Les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont des swaps prêteurs taux variables – emprunteur taux fixes et des collars qui viennent fixer les coupons de dettes à taux variable.

Le montant inscrit directement dans les capitaux propres au titre des dérivés de taux en couverture de flux de trésorerie n'est pas significatif. L'inefficacité enregistrée sur ces relations de couverture est non significative.

Les flux contractuels associés aux swaps de taux sont payés de façon simultanée aux flux contractuels des emprunts à taux variables et le montant différé en autres éléments du résultat global est reconnu en résultat sur la période où le flux d'intérêt de la dette impacte le résultat.

4.4.2 Couverture d'investissement net à l'étranger

Néant

5 NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 SECTEURS OPERATIONNELS

Depuis la cession du Groupe I2G, Le Groupe Cybergun a pour unique activité la distribution de jouets et répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs.

Répartition de l'activité par zone géographique :

Données par zone géographique en K€	France	Reste du monde	TOTAL
<i>Comptes annuels 31/03/2014</i>			
Immobilisations incorporelles nettes	3 374	634	4 007
Immobilisations corporelles nettes	1 018	805	1 823
Chiffre d'affaires	15 175	35 992	51 166
Résultat opérationnel Courant hors change	-634	-1 257	-1 892
<i>Comptes annuels 31/03/2013</i>			
Immobilisations incorporelles nettes	3 680	712	4 392
Immobilisations corporelles nettes	1 165	1 344	2 509
Chiffre d'affaires	14 637	54 904	69 541
Résultat opérationnel Courant hors change	-481	-5 481	-5 962

5.2 CARACTERE SAISONNIER DES ACTIVITES DU GROUPE

Le secteur du tir de loisirs ne présente qu'un faible caractère saisonnier.

5.3 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Dotations aux amort. et provisions en K€	31/03/2014	31/03/2013
Immobilisations incorporelles	400	5 748
Immobilisations corporelles	773	1 077
Dotations nettes aux provisions pour R&C	321	4
Dotations nettes aux provisions sur stock	107	390
Dotations nettes aux provisions de créances	317	649
Total DAP	1 918	7 868

5.4 GAINS ET PERTES DE CHANGE

Résultat de change en K€	31/03/2014	31/03/2013
Gains de change	1 217	3 171
Pertes de change	-1 320	-2 836
Total résultat de change	-103	335
dont :		
Résultat de change en résultat opérationnel courant	-26	164
Résultat de change en résultat financier	-77	171
Total résultat de change	-103	335

5.5 SALAIRES ET CHARGES

Salaires et charges en K€	31/03/2014	31/03/2013
Salaires	5 446	7 034
Charges sociales	1 605	1 760
Participation des salariés	3	
Avantages au personnel (plan d'actions gratuites)	47	46
Total charges de personnel	7 101	8 841
Provision engagements de retraite	0	0
Total coût du personnel	7 101	8 841

L'effectif employé comprend l'effectif salarié, c'est-à-dire l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par le groupe et le personnel mis à disposition, personnel intérimaire et détaché ou prêté à l'entreprise, pour les entités consolidées par intégration globale.

Effectif moyen par catégorie	31/03/2014	31/03/2013
Employés	102	128
Cadres	22	27
Total effectif par catégorie	124	155

Effectif moyen par zone géographique	31/03/2014	31/03/2013
Effectif France	45	49
Effectif hors France	79	106
Total effectif par zone géographique	124	155

5.6 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les produits et charges opérationnels non récurrents s'analysent de la manière suivante :

Autre résultat opérationnel en K€	31/03/2014	31/03/2013
Moins-value de cession groupe I2G		-2 244
Plus-value de cession activité SMK		1 676
Gain exceptionnel s/compt de prix		512
VNC des immo incorporelles	0	
VNC des immo corporelles	-46	23
Autres pdts et charges opérationnels ⁽¹⁾	-2 364	-477
Total Autre résultat opérationnel	-2 410	-510

⁽¹⁾ Charge non récurrente de 2 015 K€ dont restructuration de la dette 1 120 K€, litige commercial 400K€ et coût de restructuring 495K€

5.7 RESULTAT FINANCIER

Résultat Financier en K€	31/03/2014	31/03/2013
Coût des emprunts obligataires	-753	-1 491
Coût de l'endettement court et moyen terme	-1 314	-1 325
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>	<i>-2 067</i>	<i>-2 816</i>
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	18	-18
Reprise prov. / Perte de valeur des placements de trésorerie	0	0
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>-2 050</i>	<i>-2 834</i>
Gains et pertes de change	-77	171
Autres	2 152	-3 124
<i>Autres produits et charges financiers</i>	<i>2 075</i>	<i>-2 953</i>
Total Résultat Financier	25	-5 787

5.8 CHARGES D'IMPOTS*Charge d'impôts sur le résultat :*

Charge d'impôt sur le résultat en K€	31/03/2014	31/03/2013
Charge d'impôt exigible	-202	503
Charge d'impôt différé	8	-6
Total Charge d'impôt	-194	496

Rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt applicable :

Rapprochement entre taux d'impôt effectif et taux d'impôt applicable en K€	31/03/2014	31/03/2013
Résultat de la période	-4 108	-12 814
Quote part des résultats des sociétés mises en équivalence	0	223
Dépréciation du Goodwill	0	-17 104
Charge d'impôt sur le résultat	-194	496
Résultat avant impôt	-4 302	-29 199
<i>Taux d'impôt applicable à la Société</i>	<i>33,3%</i>	<i>33,3%</i>
Charge au taux d'impôt applicable à la Société	-1 451	-9 732
Impact des taux d'impôt des juridictions étrangères	-329	944
Incidences différences permanentes	-211	-546
Effet du report variable	0	0
Déficit fiscal de l'année sans comptabilisation d'impôt différé	2 088	9 776
Utilisations des déficits antérieurs	-39	-2
Crédit d'impôts / Restitution d'impôts	-429	0
Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises	152	56
Autres regul d'impôt	26	0
Total Charge d'impôt	-194	496

5.9 QUOTE PART DE RESULTAT DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

Aucune transaction n'est réalisée avec les sociétés mises en équivalence.

6 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1 ENGAGEMENTS HORS BILAN

6.1.1 Existence d'emprunts assortis de clause de covenants

Au 31 mars 2014, la société n'a pas d'emprunt moyen terme avec clause de covenants.

6.1.2 Instruments de couverture

Les contrats de couverture au 31 mars 2014 font l'objet d'une comptabilité de couverture et sont décrits aux notes 1.11.4 et 4.4.

6.1.3 Droit individuel à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation. Au 31 mars 2014, ce passif éventuel non provisionné est constitué de 3 749 heures.

6.1.4 Autres engagements hors bilan

Engagements hors bilan en K€	31/03/2014	31/03/2013
<i>Engagements donnés</i>		
Nantissement du fonds de commerce	21 610	21 610
Encours du factoring déconsolidé	390	390
<i>Engagements reçus</i>		
Garantie OSEO	1 447	1 447

6.2 PARTIES LIEES

Relation avec la société Hobby Import

Dans le cadre des missions de conseil et de management qu'elle réalise, la société de droit belge Hobby Import, dont Monsieur Jérôme Marsac est gérant majoritaire, procède à une facturation à ses filiales. Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014, ces prestations s'élèvent à 142 KEUR.

Relation avec les sociétés détenues par Amaury de Botmiliau

Dans le cadre des différentes opérations de restructurations financières, ces sociétés ont facturés des commissions et honoraires à hauteur de 191 KEUR.

6.3 REMUNERATION GLOBALE DES ORGANES D'ADMINISTRATION

La rémunération globale des organes d'administration de la société mère s'élève au 31 mars 2014 à 72 KEUR.

6.4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des CAC en K€	31/03/2014	31/03/2013
Honoraires relatifs au contrôle légal :		
- DELOITTE		338
- ADH EXPERTS	98	
- ACOREX	50	60
Autres honoraires	10	57
Total Honoraires CAC	158	454

6.5 DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Il n'y a pas eu de distribution de dividendes sur l'exercice.

6.6 EVENEMENTS POST-CLOTURE

Afin de donner à nouveau au Groupe les marges de manœuvres financières nécessaires à son redéploiement, la société Restarted Investments¹, fédérant un pool d'entrepreneurs autour du projet, a proposé aux partenaires bancaires français et belges d'acquérir la totalité de la dette bancaire qu'ils détenaient en vue de sa transformation en capital. Cette proposition a reçu le soutien exclusif du Conseil d'administration de Cybergun.

Un protocole a ainsi été conclu dans ce sens le 15 juillet avec l'accord unanime des partenaires bancaires français de Cybergun au terme duquel, Restarted Investments acquière un montant nominal d'environ 21 MEUR de dettes bancaires. Cet accord a été homologué par le Tribunal de commerce d'Evry en date du 21 juillet 2014.

Dans le même temps, Restarted Investments s'est engagée à mettre à disposition, sans délai, de nouvelles ressources financières à court terme sous la forme d'un apport en compte courant d'un montant maximum de 3 MEUR.

¹ Société réunissant plusieurs entrepreneurs autour de Monsieur Amaury de Botmiliau

CYBERGUN

Société Anonyme

9-11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2014

ACOREX AUDIT
24, place Avenières
B.P. 40602
53006 LAVAL

ADH EXPERTS
8, rue Claude Bernard
B.P 30364
28007 CHARTRES Cedex

CYBERGUN

Société Anonyme

9-11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CYBERGUN, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▣ la justification de nos appréciations ;
- ▣ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes 1.1 et 7.2 de l'annexe aux comptes annuels expose la réalisation des différentes hypothèses ayant permis l'application du principe de continuité d'exploitation retenu par votre société. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies à ce titre dans l'annexe aux comptes annuels.
- L'annexe des comptes annuels expose dans la note 1.2 « Immobilisations Incorporelles » les règles et méthodes comptables relatives aux modalités d'immobilisation, d'évaluation et d'amortissement des licences.
- L'évaluation des immobilisations financières est réalisée selon les règles et méthodes comptables décrites dans la note 1.4 « Immobilisations Financières » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Laval et Chartres, le 1^{er} août 2014

Les commissaires aux comptes

ACOREX AUDIT



Jean-François MERLET

ADH EXPERTS



Guirec LE GOFFIC

COMPTES ANNUELS

ANNEXES



Bilan actif social

Actif en Euros	31/03/2014 12 mois		31/03/2013 12 mois	
	Brut	Amort.pr.v	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
Actif immobilisé				
Frais d'établissement				
Recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	5 204 498	1 955 243	3 249 256	3 416 561
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 248		9 248	9 248
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 058 469	1 317 060	741 409	794 336
Autres immobilisations corporelles	667 114	446 414	220 700	267 790
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	3 240		3 240	3 240
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	412 627		412 627	412 627
Créances rattachées à des participations	10 833 675	637 080	10 196 595	10 563 904
Autres titres immobilisés	3 000		3 000	3 000
Prêts	107 588		107 588	96 876
Autres immobilisations financières	333 158	150 000	183 158	341 704
TOTAL (I)	19 632 617	4 505 797	15 126 820	15 909 286
Actif circulant				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	6 315 018	581 126	5 733 892	6 146 205
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	13 413 071	391 206	13 021 864	11 817 784
Autres créances				
. Fournisseurs débiteurs	48 415		48 415	23 640
. Personnel	18 657		18 657	17 907
. Organismes sociaux				
. Etat, impôts sur les bénéfices	894 171		894 171	710 238
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	342 357		342 357	144 567
. Autres	16 474 079		16 474 079	14 088 859
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	485 559	243 999	241 560	216 267
Disponibilités	662 287		662 287	1 341 934
Instruments de trésorerie				
Charges constatées d'avance	121 854		121 854	168 833
TOTAL (II)	38 775 469	1 216 332	37 559 138	34 676 234
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	138 942		138 942	208 413
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)	607 342		607 342	980 009
TOTAL ACTIF (0 à V)	59 154 371	5 722 129	53 432 242	51 773 942

Passif en euros	31/03/2014 12 mois	31/03/2013 12 mois
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 1 550 642)	3 925 439	1 550 642
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	4 571 134	12 895 054
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	105 623	105 623
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		1 322 805
Report à nouveau	-1 389 675	40 108
Résultat de l'exercice	-2 749 794	-15 647 641
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	4 462 728	266 590
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	716 808	1 148 817
Provisions pour charges	3 160 229	3 464 234
TOTAL (III)	3 877 037	4 613 051
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles	500 000	
Autres Emprunts obligataires	9 059 760	9 144 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts	14 284 218	16 243 573
. Découverts, concours bancaires	7 646 330	10 956 575
Emprunts et dettes financières diverses		
. Divers		
. Associés	2 195 024	1 585 852
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 437 965	5 501 915
Dettes fiscales et sociales		
. Personnel	223 285	282 260
. Organismes sociaux	373 082	351 036
. Etat, impôts sur les bénéfices	3 597	
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	416 163	284 726
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres impôts, taxes et assimilés	132 708	94 773
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	557 676	884 153
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		242 698
TOTAL (IV)	43 829 807	45 571 561
Ecart de conversion passif(V)	1 262 671	1 322 739
PASSIF (I à V)	53 432 242	51 773 942

Compte de résultat

Présenté en Euros

En euros	31/03/2014 12 mois			31/03/2013 12 mois	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	8 447 410	25 852 523	34 299 933	38 813 574	-4 513 641	-11,63
Production vendue biens	-42 079	-12 696	-54 775	-49 948	-4 827	-9,66
Production vendue services	160 064	244 351	404 415	1 032 085	-627 670	-60,82
Chiffres d'affaires Nets	8 565 395	26 084 179	34 649 573	39 795 711	-5 146 138	-12,93
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			1 509 514	870 767	638 747	73,35
Autres produits			6 057	139 230	-133 173	-95,65
Total des produits d'exploitation (I)			36 165 144	40 805 708	-4 305 564	-10,55
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			26 344 255	28 318 246	-1 973 991	-6,97
Variation de stock (marchandises)			334 313	1 946 386	-1 612 073	-82,82
Achats de matières premières et autres approvisionnements			25 658	17 008	8 650	50,86
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			4 676 532	4 660 539	15 993	0,34
Impôts, taxes et versements assimilés			267 143	262 828	4 315	1,64
Salaires et traitements			2 074 799	1 963 786	111 013	5,65
Charges sociales			933 813	1 026 745	-92 932	-9,05
Dotations aux amortissements sur immobilisations			473 352	484 520	-11 168	-2,30
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			381 429	624 745	-243 316	-38,95
Dotations aux provisions pour risques et charges			312 326	139 790	172 536	123,43
Autres charges			1 228 697	1 695 276	-466 579	-27,52
Total des charges d'exploitation (II)			37 052 317	41 139 870	-4 087 553	-9,94
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-887 173	-334 161	-553 012	-165,49
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			437 974	1 347 453	-909 479	-67,50
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			73 540	81 329	-7 789	-9,58
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 887 907	725 912	1 161 995	160,07
Différences positives de change			1 011 647	2 032 634	-1 020 987	-50,23
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			5 170	2 035	3 135	154,05
Total des produits financiers (V)			3 416 238	4 189 362	-773 124	-18,45
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 348 105	2 304 104	-955 999	-41,49
Intérêts et charges assimilées			2 342 191	11 898 965	-9 556 774	-80,32
Différences négatives de change			827 083	2 377 402	-1 550 319	-65,21
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			400	47 256	-46 856	-99,15
Total des charges financières (VI)			4 517 780	16 627 726	-12 109 946	-72,83
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-1 101 542	-12 438 364	11 336 822	91,14
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-1 988 715	-12 772 525	10 783 810	84,43

Compte de résultat (suite)

En euros	31/03/2014 12 mois	31/03/2013 12 mois	Variation	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	295	3 215	-2 920	-90,82
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 070	149 678	-146 608	-97,95
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 449 384	16 064 566	-12 615 182	-78,53
Total des produits exceptionnels (VII)	3 452 749	16 217 459	-12 764 710	-78,71
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 423 892	281 991	1 141 901	404,94
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	710 921	16 899 696	-16 188 122	-95,79
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 250 653	2 061 339	189 314	9,18
Total des charges exceptionnelles (VIII)	4 385 467	19 243 026	-14 857 569	-77,21
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-932 718	-3 025 567	2 092 849	69,17
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-171 639	-150 451	21 188	14,08
Total des Produits (I+III+V+VII)	43 034 131	61 212 530	-18 178 399	-29,70
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	45 783 925	76 860 171	-31 076 246	-40,43
RESULTAT NET	-2 749 794	-15 647 641	12 897 847	82,43
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

ADH S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
 et de COMMISSARIAT aux COMPTES
 8, rue Claude-Bernard - LE COUDRAY
 61300 CHARTRES CEDEX
 Tél. 02 37 25 15 15 - Fax 02 37 34 36 51
 Capital 2 282 680 € - N° SIRET 476 336 050 00016
 APE 6920Z - TVA FR 55 478 336 050

NOTES ANNEXES

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 mars 2014 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31 mars 2013 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 53 432 242 €.

Le résultat net comptable est une perte de 2 749 794 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I / REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Risque de liquidité/Continuité d'exploitation

Au terme de l'exercice précédent l'hypothèse de continuité d'exploitation reposait sur la réalisation des hypothèses suivantes :

Réalisation du budget d'exploitation et du plan de financement

Aboutissement favorable des négociations avec les banques

Mise en œuvre de solutions (projets en capital et en cession d'actif) pour faire face aux échéances PREPS.

La société s'est trouvée en défaut de paiement sur le protocole signé avec les banques le 28 mars 2013 en date du 23 mars 2014.

En conséquence de quoi une nouvelle conciliation s'est ouverte et les éléments fournis par la direction permettent d'envisager un accord définitif avec les banques

Au vu de la réalisation de ces hypothèses et événements post clôture, il est approprié d'appliquer le principe de continuité d'exploitation.

Voir point 7.2 ouverture d'une nouvelle conciliation pour renégociation de la dette

1.2 Immobilisations incorporelles

Les droits d'enregistrement de marques, les inscriptions de marques payées à l'INPI, l'OMPI ou autres organismes assurent des protections pour 10 ans minimum. Ils sont ensuite renouvelés pour une durée de 10 ans. Ces investissements sont amortis sur 10 ans soit la durée de protection.

Les licences exclusives de reproduction sont dépréciées suivant la durée des contrats, selon le mode linéaire.

ADH
ADH
ADH
rapports

S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
et de COMMISSARIAT aux COMPTES
2, rue Claude-Bernard - LE COUDRAY
B9 30384 - 28007 CHARTRES CEDEX
Tél. 02 37 25 15 15 - Fax 02 37 34 36 51
Capital 2 282 690 € - N° SIRET 478 336 050 00016
APE 6920Z - TVA FR 56 478 336 050

Ces licences sont analysées à chaque clôture des comptes en fonction des flux de chiffre d'affaires futurs estimés.

Lorsque des licences de marques sont louées en contrepartie d'une redevance annuelle, cette dernière est comptabilisée en charges sur la période.

Les logiciels sont dépréciés sur 1 an suivant le mode linéaire.

1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

La nature des immobilisations figurant à l'actif du bilan de l'entreprise ne justifie pas leur ventilation par composant.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Installations techniques	5 ans	Linéaire
Moules	10 ans	Linéaire
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Vitrines en dépôt	8 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire / dégressif
Mobilier	5 ans	Linéaire

ADH
Experts

**S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
et de COMMISSARIAT aux COMPTES**
8, rue Claude-Bernard - LE COUDRAY
B9 30304 - 28007 CHARTRES CEDEX
Tél. 02 37 25 15 15 - Fax 02 37 34 36 51
Capital 2 282 680 € - N° SIRET 478 336 050 00016
APE 6920Z - TVA FR 56 478 336 050

1.4 Immobilisations financières

1.4.1 Titres de participation

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence à la situation nette comptable et à la valeur d'utilité de la société.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont comptabilisés en charges.

1.4.2 Autres immobilisations financières

Le risque de non recouvrement des dépôts et cautionnement est estimé à chaque arrêté et éventuellement provisionné.

Les prêts en devises étrangères sont réévalués au cours de clôture. La perte de change latente éventuelle est alors provisionnée.

1.5 Stocks

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Les articles à rotation lente font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les stocks acquis en devises sont valorisés au cours du jour d'achat.

1.6 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à leur valeur comptable.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable en respectant le principe de prudence. Les provisions pour dépréciation constatées sont individualisées et ne résultent pas d'une estimation globale.

1.7 Opérations en devises

Les créances, les dettes et les disponibilités en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euro sur base du cours du jour de l'opération.

A la clôture de l'exercice, toutes les opérations figurant au bilan sont converties sur la base du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes, les différences de conversion sont inscrites à des comptes d'écart de conversion actif et passif.

Pour information, le cours de conversion du dollar utilisé au 31 mars 2014 est de 1,3788 contre 1,2805 au 31 mars 2013.

Les pertes latentes éventuellement constatées sur les créances et dettes en devises, options de change et contrats de couverture à terme de devises sont provisionnées. Toutefois, pour certaines créances et dettes libellées dans la même devise et lorsque les termes sont jugés suffisamment voisins, le montant de la dotation pour perte de change est limité à l'excédent des pertes sur les gains latents.

1.8 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

Les provisions comprennent notamment :

- des engagements de retraite et autres avantages,
- des pertes de change latentes,
- des litiges,
- des opérations financières présentant une valeur de marché négative (swap / futurs...).
- des risques financiers sur les filiales dont la situation nette est négative.

1.9 Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés des sociétés françaises

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite sont pris en compte par des provisions pour retraite dans les sociétés du groupe.

Les provisions pour retraite ont été calculées en évaluant selon la méthode rétrospective ce que le Groupe devrait verser à ses salariés partant en retraite.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements à la retraite sont les suivantes :

- obligations définies par les conventions collectives (convention 3130 Jeux, jouets et articles de fête) ;
- méthode prospective fondée sur les salaires et les droits de fin de carrière ;
- tables de mortalités ; (table de mortalité TD 2003-2005 qui différencie les hommes et les femmes) ;
- dates de départ à la retraite ; 65 ans ;
- taux de progression des salaires (1,50 %) ;
- taux de rotation du personnel en fonction de la tranche d'âge ; 7% l'an pour les moins de 30 ans ; 4% pour les 30/40 ans ; 2% pour les 40/50 ans et 1 % les plus de 50 ans ;
- taux d'actualisation annuel de 3,07% ;
- charges patronales : 45% pour les non-cadres et 50 % pour les cadres.

1.10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les valeurs mobilières de placement comprennent notamment les actions propres détenues par Cybergun ainsi que tout instrument de placement court terme de trésorerie.

Lorsque la valeur de marché des valeurs mobilières de placement est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

1.11 Chiffre d'affaires

Le fait générateur de chiffre d'affaires par catégorie de transaction :

<u>Nature des transactions :</u>	<u>Fait générateur de chiffre d'affaires</u>
Ventes de marchandises	Livraison de bien
Transports sur ventes	Livraison de bien
Redevances de sous-licences	Encaissement de la redevance

1.12 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires du groupe et qui ne sont pas, en conséquence, sensés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

1.13 Instruments dérivés

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt. Certaines opérations conformes à la politique de gestion des risques de taux et de change de la société ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisées comme des instruments à des fins de transaction et les pertes latentes résultantes sont provisionnées.

Pour Cybergun, les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon deux types de relations de couverture : de flux de trésorerie ou d'investissement net dans une activité à l'étranger :

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture d'un investissement net à l'étranger couvre l'exposition au risque de change de l'actif net (y compris les prêts considérés comme faisant partie de l'investissement) de l'activité à l'étranger.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme, d'un flux de trésorerie ou d'un investissement net à l'étranger est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

II/ FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

2.1 Augmentation de capital

Augmentation de capital validee par le CA du 04/06/2013, de 5,3 million d'euro dont 1,8 million en capital
Augmentation de capital, validee par le CA du 31/12/2013 de 1,1 million d'euro dont 0,3 million en capital.
Augmentation de capital validee par le CA du 12/02/2014 pour 1 million d'euro dont 0,3 million en capital

2.2 Modification des caractéristiques des obligations

En janvier 2014 (AGO du 09/12/2013 et du 09/01/2014), sur les recommandations du Conseil d'administration, l'assemblée générale des porteurs d'obligations ordinaires (CYBO) a approuvé le projet de modification des caractéristiques des obligations.

Cette mesure s'inscrit dans la suite d'une série de mesures mises en œuvres en 2013 visant à consolider les ressources financière de la société en s'alignant avec sa capacité de remboursement.

2.3 Renégociation dettes financières

25 mars 2014 commencement d'une nouvelle restructuration de la dette... Le coût prévisionnel de cette restructuration a été comptabilisé dans les comptes de l'exercice par une charges exceptionnelle pour un montant de 1,1 MEUR.

2.4 Reprise sur provision exceptionnelle d'une provision pour perte dans la sous-filiale Tech Group Hong Kong.

Une plus value financière a été réalisée au travers de la sous-filiale tech group HK avec amélioration de sa situation nette. La direction a décidé de reprendre la provision constaté précédemment pour un montant de 2,7 MEUR pour la porter à 0,7 MEUR.

2.5 Emission d'une ligne d'Equity

Le CA du 26/03/2014 a accepte la mise en place d'une ligne d'Equity (obligations convertibles en actions) pour un montant de 5 million d'euro au profit de la socite Yorkville.

Un premier tirage de 500 000 euro est constate dans les comptes arretes au 31 mars 2014.

2.6 Dotation exceptionnelle d'une provision pour pertes dans certaines filiales.

Des provision pour risques et charges ont été enregistrées sur les filiales pour un total de 2,9 million d'euro

2.7 Litige JT

Un litige commercial est né au cours des exercices précédents . Ce litige est tranché et Cybergun paiera sa dette de 746 416,27 euro en 17 versements

2.8 Transfert des titres sur le marché Alternext

Le conseil d'administration de la société a décidé de transférer la cotation de ses instruments financiers sur un marché plus adapté à sa taille, d'alléger les obligations réglementaires et les coûts induits par la cotation, en passant du marché Euronext au marché Alternext.

Ce transfert a été effectué le 29 janvier 2014.

ADH S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
et de COMMISSARIAT aux COMPTES
8, rue Claude-Bernard - LE COUDRAY
41300 30304 - 28007 CHARTRES CEDEX
Tél. 02 37 25 15 15 - Fax 02 37 34 36 51
Capital 2 282 650 € - N° SIRET 478 336 050 00016
APE 6920Z - TVA FR 56 478 336 050

III/ NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 Immobilisations brutes

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé valeurs brutes	31/03/13	Aug.	Diminution	31/03/14
Immobilisations incorporelles	5 213 247	499		5 213 746
Immobilisations corporelles	2 598 619	136 712	6 508	2 728 823
Immobilisations financières	11 868 467	1 647 902	1 826 320	11 690 049
TOTAL	19 680 333	1 785 113	1 832 828	19 632 618

3.2 Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	31/03/13	Aug.	Diminution	31/03/14
Immobilisations incorporelles	1 787 438	167 804		1 955 243
Immobilisations corporelles	1 533 253	236 730	6 508	1 763 475
Immobilisations financières	450 356	787 080	450 356	787 080
TOTAL	3 771 047	1 191 614	456 864	4 505 798

3.3 Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant brut	Amortis.	Valeur nette	Mode/Durée
Logiciels	95 817	95 526	291	Linéaire 1 an
Licences et marques	5 108 682	1 859 717	3 248 965	Linéaire 10 à 30 ans
Autres immo.incorporelles	9 248	0	9 248	Non amortissable
Installations techniques	114 571	102 315	12 256	Linéaire 5 ans
Moules	1 943 898	1 214 745	729 153	Linéaire 10 ans
Agencements	294 927	127 730	167 197	Linéaire 5 à 10 ans
Installation vidéo-surveillance	36 193	15 929	20 264	Linéaire 8 ans
Vitrines en dépôts	47 274	47 274	0	Linéaire 8 ans
Mat. de transport	90 584	77 526	13 058	Linéaire 3 à 5 ans
Mat. de bureau et informatique	186 666	169 378	17 288	Linéaire/dégressif 3 à 5 ans
Mobilier	11 469	8 577	2 892	Linéaire 5 ans
Acompte versé s/ immo. corporelles	3 240	0	3 240	Non amortissable
Acompte versé s/ immo. incorporelles	0	0	0	Non amortissable
TOTAL	7 942 569	3 718 717	4 223 852	

3.4 Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	10 833 675	1 389 016	9 444 659
Prêts accordés au personnel	107 588	107 588	
Dépôts et cautionnements	333 158		333 158
<i>Sous-total créances immobilisées</i>	<i>11 274 421</i>	<i>1 496 604</i>	<i>9 777 817</i>
Clients douteux	457 504	457 504	
Autres créances clients	12 955 566	12 955 566	
Personnel et comptes rattachés	18 657	18 657	
Etat - impôt s/ les bénéficiaires	894 471	894 471	
Etat - taxe s/ la valeur ajoutée	322 506	322 506	
Groupe et associés	15 813 592	15 813 592	
Débiteurs divers	721 973	721 973	
Charges constatées d'avance	121 854	121 854	
<i>Sous-total créances de l'actif circulant</i>	<i>31 306 123</i>	<i>31 306 123</i>	<i>0</i>
Total	42 580 544	32 802 727	9 777 817

3.5 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

Nature des provisions	au 31/03/2013	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	au 31/03/2014
Stock et en-cours	503 126	78 000			581 126
Créances clients	809 073	303 429	721 297		391 205
Valeur mobilières de placement	940 754	14 890	711 645		243 999
TOTAL	2 252 953	396 319	1 432 942	-	1 216 330

3.6 Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	333 116
Clients et comptes rattachés	16 917
Autres créances	93 207
Organismes sociaux	
Disponibilités	0
TOTAL	443 240

ADH S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
et de COMMISSARIAT aux COMPTES
8, rue Claude-Bernard - LE COUDRAY
69 30304 - 28007 CHARTRES CEDEX
Tél. 02 37 25 15 15 - Fax 02 37 34 36 51
Capital 2 282 630 € - N° SIRET 478 338 050 00016
APE 6920Z - TVA FR 56 478 338 050

3.7 Valeurs mobilières de placement

Titres	31/03/14				31/03/13			
	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values
Actions propres	89 143	373 295	144 186	-229 109	173 891	1 157 018	156 502	-1 000 516
SICAV				0		3	4	1
Obligations cotées	1 484	112 261	99 118	-14 890				
Obligations - Coupons courus								
TOTAL		485 556	243 304	-243 999		1 157 021	156 506	-1 000 515

3.8 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance pour 121 854 euros ne sont composées que de charges d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3.9 Charges à répartir

Nature	Durée amortissement étalement	31/03/2013	Augmentation	Diminution	31/03/2014
Frais d'émission emprunt obligataire	6	208 413		69 487	138 926
TOTAL		208 413	-	69 487	138 926

IV/ NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 Capital social

Mouvements des titres	Total Nbre d'actions	Capital social
Titres en début d'exercice	4 727 877	1 550 642 €
Augmentation de capital - paiement dividende en act°		
Augmentation de capital - apport en nature titres		
Augmentation de capital - apport en numéraire	7 240 289	2 374 797 €
Augmentation de capital - compensation de créances		
<i>Total</i>	<i>11 968 166</i>	<i>3 925 439 €</i>

4.2 Variations des capitaux propres

	Solde au 31/03/2013 avant affectation	Variation	Affectat° résultat	Distribut° dividendes	Résultat de l'exercice	Solde au 31/03/2014 avant affectation
Capital	1 550 642	2 374 797				3 925 439
Prime d'émission	12 895 054	4 571 134	-12 895 054			4 571 134
Réserve légale	105 623					105 623
Autres réserves	1 322 805		-1 322 805			0
Report à nouveau	40 108		-1 429 783			-1 389 675
Résultat N-1	-15 647 641		15 647 641			0
Résultat de l'exercice	0				-2 749 794	-2 749 794
<i>Total capitaux propres</i>	<i>266 590</i>	<i>6 945 931</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-2 749 794</i>	<i>4 462 727</i>

4.3 Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	31/03/13	Aug.	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	31/03/14
Prov. SAV	11 290				11 290
Prov. pour perte de change - (cf note 1.6)	811 288	795 306	1 188 280		418 314
Prov. pour perte sur instrument de couverture	197 739	87 909	249 171		36 477
Prov. pour départ à la retraite - (cf note 1.8)	76 495		6 266		70 229
Prov. pour impôt ⁽¹⁾	0	190 000			190 000
Autre provision pour risques et charges ⁽²⁾	3 516 239	2 372 326	2 737 739		3 150 826
TOTAL	4 613 051	3 445 541	4 181 456	0	3 877 136

⁽¹⁾ La provision pour impôt se rapporte à un contrôle fiscal se rapportant aux exercices clos le 31 mars 2010-2011 et 2012.

⁽²⁾ Compte-tenu de l'amélioration de la situation nette négative de la sous-filiale Tech Group Hong Kong, une reprise de provision pour risque a été comptabilisée (cf note.2.4).

Compte-tenu de la situation nette négative des filiales Microtrade et Cybergun Italie, B4S, une provision pour risque a été constituée afin de couvrir un éventuel abandon de créance (Cf note 2.5 et 2.6)

Et une provision pour litige salarial pour 128 500 €, pour litige douane Slovaquie pour 82 189 € et sur prêt pour 40 137 €.

4.4 Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Découvert bancaire et avance en devises	7 646 330	7 646 330		
Emprunt obligataire convertible	500 000	500 000		
Emprunt obligataire ⁽¹⁾	9 059 760	59 760		9 000 000
Emprunts bancaires	14 284 218	14 284 218		
Fournisseurs	8 440 235	8 440 235		
Dettes fiscales & sociales	1 142 355	1 142 355		
Comptes-courants des sociétés du Groupe	2 195 024	2 195 024		
Autres dettes	555 406	555 406		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL	43 823 328	34 823 328	0	9 000 000

⁽¹⁾ dont intérêts courus non échus : 59 760 EUR

⁽²⁾ les découverts bancaires et emprunts bancaires faisant partie du protocole de conciliation signé avec les banques le 28 mars 2013, sont tous considérés à moins d'un an du fait du non respect de ce protocole ; car Cybergun se retrouve en date du 25 mars 2014 dans un des cas prévus au paragraphe 7 : Exigibilité anticipé du protocole.

4.5 Dettes auprès des établissements de crédit

	au 31/03/2013	Augmentation	Remboursements	au 31/03/2014
Emprunts bancaires LMT	15 972 961		1 725 685	14 247 276
Intérêts courus	73 850	36 943	73 850	36 943
TOTAL	16 046 811	36 943	1 799 535	14 284 219

4.6 Dettes représentées par des effets de commerce

Origine des effets de commerce	Montant
Dettes financières	0
Fournisseurs et assimilés	3 103 488
Autres dettes	0
TOTAL	3 103 488

Les effets de commerce concernent essentiellement des crédits documentaires.

4.7 Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp.& dettes financières div.	139 833
Fournisseurs	1 582 760
Dettes fiscales & sociales	485 292
Autres dettes	521 874
TOTAL	2 729 759

V/ NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT 31/03/2014	Montant HT 31/03/2013
Vente de marchandises hors Union Européenne	18 629 811	22 903 161
Vente de marchandises France	8 447 410	8 881 031
Vente de marchandises Union Européenne	7 167 936	6 979 434
Redevances sous-licences	20 275	276 065
Prestations de services Export	301	552 686
Prestations de services France	6 390	4 323
Autres activités annexes France	153 674	121 736
Autres activités annexes Export	223 776	77 276
TOTAL	34 649 573	39 795 711

5.2 Résultat d'exploitation

5.2.1 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

Reprises provision pour risques et charges	6 266
Reprises provision dépréciation des stocks	0
Reprises provision pour clients douteux	384 217
Transferts de charges d'exploitation - divers	272 060
Transferts de charges d'exploitation - refacturation honoraires aux filiales	846 967
TOTAL	1 509 510

5.2.2 *Autres achats et charges externes*

Nature des charges	31/03/2014	31/03/2013
Achats consommables	94 074	81 763
Achat prestations jeux vidéos	0	0
Sous-traitance	103 038	99 688
Location du matériel	55 086	44 553
Location et charges immobilières	289 300	256 848
Entretien du matériel	76 112	62 358
Assurances	198 125	165 247
Frais d'études et de recherches	58 577	69 328
Personnel intérimaire	66 358	56 224
Commissions versées	203 335	240 237
Honoraires	1 678 021	1 965 611
Frais de publicité et de communication financière	590 033	488 578
Frais de transport et de déplacements	889 354	798 478
Frais de télécommunications	111 926	124 277
Services bancaires et divers	263 197	207 348
Total	4 676 532	4 660 539

5.2.3 *Autres charges*

Natures des charges	31/03/2014	31/03/2013
Redevances licences marques	578 956	800 595
Pertes sur créances irrécouvrables	412 497	646 169
Jetons de présence	90 243	90 200
Charges diverses de gestion courante	147 001	158 312
Total	1 228 697	1 695 276

5.3 *Résultat financier*

Composantes du résultat financier	31/03/14	31/03/13
Dotat°/ Reprise prov. Déprec.des immo.financières	356	-450 356
Résultat de change	577 538	-488 150
Gain/perte sur instruments de couverture	161 362	-187 095
Résultat de cession des V.M.P.	4 769	-45 131
Provision pour dépréciation des VMP	-14 890	-810 900
Revenus des VMP	2 081	14 707
Intérêts emprunt obligataire	-635 760	-719 604
Intérêts des financements bancaires (court ou moyen/long terme)	-925 068	-869 313
Charges financières diverses	-174 922	-11 241
Pertes sur créances liées à des participations	-606 441	-10 285 264
Autres produits financiers (intérêts des créances commerciales, des c/c Groupe)	71 459	66 622
Produits financiers relatifs aux prêts consentis aux filiales	437 974	1 347 363
Total	-1 101 542	-12 438 364

5.4 Perte de change

Le solde net des gains et des pertes de change s'établit comme suit :

	Résultat réalisé au 31/03/2014	Résultat réalisé au 31/03/2013
Gains de change	1 011 647	2 032 634
Pertes de change	-827 083	-2 377 402
Reprise provision perte de change	1 188 280	723 704
Dotations provision perte de change	-795 306	-867 087
Total	577 538	-488 150

5.5 Résultat exceptionnel

	31/03/14	31/03/13
Pénalités, amendes	-3 892	-281 991
Condamnations litiges	-300 000	
Charges exceptionnelles de restructuration	-1 120 000	
Cession d'actif	-653	
Mali/Boni sur actions propres attribuées au personnel	724	-142 196
Produits de cession immobilisations	3 070	149 678
VNC immo.financières	0	-16 757 500
Dotations aux provisions exceptionnelles ⁽¹⁾	-2 250 000	-2 061 339
Reprise provisions exceptionnelles ⁽²⁾	2 737 739	16 064 566
Divers	294	3 215

⁽¹⁾ cf note 4.3 – à concurrence de la situation nette négative des filiales Microtrade et Cybergun Italie,

⁽²⁾ cf note 4.3 – à concurrence de la situation nette négative de la sous-filiale Tech Group Hong Kong.

5.6 Ventilation de l'impôt

Niveau de résultat	Avant impôt	Base Imp.	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	-887 173	-1 428 023	0	-887 173
Résultat financier	-1 101 542	-1 181 917	0	-1 101 542
Résultat exceptionnel	-932 718	-2 516 565	0	-932 718
Impôt sur les sociétés imputés s/ prime émission			0	0
Crédit d'impôt recherche et export			-171 639	171 639
Déficit reporté en arrière			0	0
TOTAL	-2 921 433	-5 126 505	-171 639	-2 749 794

5.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

	Assiette	taux	Impôts
Allègements			
Provision C3S	37 023	33,33%	12 340
Provision Effort Construction	10 600	33,33%	3 533
Engagement retraite	70 229	33,33%	23 407
Ecart de conversion passif	1 262 671	33,33%	420 848
TOTAL	1 380 523		460 128
Accroissements			
Ecart de conversion actif	607 342	33,33%	202 427
TOTAL	607 342		202 427

VI / AUTRES INFORMATIONS

6.1 Effectif moyen

Catégories de salariés	31/03/2014	31/03/2013
Cadres	21	21
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	25	26
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
<i>Total</i>	46	47

6.2 Ecarts de conversion

	Ecart actif	Ecart passif
Diminution des créances clients	182 129	
Diminution des prêts accordés aux filiales	134 702	
Diminution des comptes-courants des filiales	114 726	
Augmentation des dettes fournisseurs	6 898	
Augmentation des dettes financières	168 886	
Augmentation des créances clients		72 598
Augmentation des prêts accordés aux filiales		399 076
Augmentation des comptes-courant des filiales		238 750
Dim. des dettes fournisseurs		58 131
Dim. des dettes financières		494 115
<i>Total écart de conversion</i>	607 342	1 262 671

6.3 Indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite se chiffrent à 70 229 EUR au 31 mars 2014.

Ils sont comptabilisés en provision pour risques et charges, charges sociales incluses.

6.4 Droits individuels à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4-5-2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation (DIF). Au 31 mars 2014, les salariés de la société ont acquis 3 889 heures au titre du DIF.

6.5 Plan de Stock Options

NEANT

6.6 Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration s'élève à 152 110 euro.

6.7 Eléments concernant les entreprises liées et les participations

<i>RUBRIQUE</i>	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	Entreprises liées
Actif immobilisé		
Participations	25 049	387 578
Créances rattachées à des participations		10 079 475
Autres immobilisations corporelles		
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachés	0	9 521 950
Autres créances		15 813 592
Dettes		
Dettes financières diverses		2 192 851
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		387 077
Autres dettes		84 821
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Compte de résultat		
Produits de participations		435 049
Autres produits financiers		69 763
Charges financières		
Autres produits exceptionnels		
Charges constatées d'avance		0

Les entreprises liées sont celles qui appartiennent au Groupe dont Cybergun SA est l'entité consolidante. Il s'agit des sociétés, Softair USA, Cybergun USA, Asgun, Cybergun International, Palco Marketing, Tech Group HK, Tech Group UK, Tech Group US, SPARTAN IMPORTS US, Cybergun Italie, 12G et B4S.

les société Freiburghaus et cybergun russia sont comprise dans la rubrique « *Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation* ».

6.8 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Date dernier ex. clos	Capital social	Reserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties à la Sté	Cautions et avais donnés par la Sté	C.A., H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes émis par la Sté dans l'ex.
A – Renseignements globaux concernant les filiales & participations											
<i>Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>											
Microtrade (Luxembourg)	31/03/14	25 000	-422 832	100%	273 678	273 678			262 301	211 317	
Cybergun Italie	31/03/14	30 000	-317 941	100%	30 000	30 000			1 808 023	-355 537	
SPARTAN IMPORTS DK (ex GUNS Danemark)	31/03/14	16 765	-47 659	100%	83 900	83 900			3 915 216	4 231	
(1 DKK=7,4497 EUR au 31/03/2013)											
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>											
Freiburghaus (Suisse)	31/12/13	148 112	27 154	22%	25 049	25 049			35 130	-10 490	
(1,2153											
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations											
<i>- Filiales non reprises en A:</i>											
a) Françaises											
b) Etrangères											
<i>Participations non reprises en A:</i>											
a) Françaises											
b) Etrangères											

6.9 Engagements donnés

6.9.1 Effets escomptés non échus

Au 31 mars 2014, le montant d'effets escomptés « valeur » s'élève à 1 083 560 euros.

6.9.2 Instruments de couverture

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt et de change.

Au 31 mars 2014, la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

N° de contrat	Titre	N° Instrument	Contrepartie	Date d'expiration	Date de départ	Échéance	Classe d'instr.	Devise	Montant nominal	Taux	Indice	Taux de ref.	Périodicité des paiements	Valeur du marché au 31/03/2014 (1) (en €)	Valeur de la couverture au 31/03/2014 (2) (en €)	Valeur nette au 31/03/2014 (3) (en €)	N° de compte
E1100	Cybergun SA	269812P	CIC Marcid	08/04/2016	12/04/2010	12/04/2014	Cap	USD	33 700	4,20%	LIBOR	Trimestrielle décaisse le 12/02	0	0	0	E1010	
E1116	Cybergun SA	277082P	CIC Marcid	17/05/2010	30/09/2010	30/09/2013	Cap	USD	200 000	3,4%	1,25% LIBOR	Trimes. verse décaisse au 21/12	-4 750	-4 641	-4 651	E1010	
E1120	Cybergun SA	277222P	CIC Marcid	27/10/2011	30/09/2013	31/03/2016	Cap	USD	1 950 000	2,5%	1,5% LIBOR	Trimestrielle décaisse au 31/12	-19 471	-26 913	-4 442	E1010	
E1130	Cybergun SA	010-126700P	Société Générale	30/09/2013	30/09/2013	30/09/2016	Cap	USD	1 800 000	3,0%	LIBOR	mensuelle décaisse au 30/09	-12 053	-19 630	-7 577	E1020	
									4 543 700				-36 274	-38 216	21 084		

N° de contrat	Emetteur	N° Instrument	Contrepartie	Date d'opération	Échéance	Description	Devise	Montant nominal	Montant	Taux	Indice	Valeur du marché au 31/03/2014 (en €)	Valeur de la couverture au 31/03/2014 (en €)	Valeur nette au 31/03/2014 (en €)	N° de compte
E1140	Cybergun SA		CIC Marcid	19/02/2014	13/01/2014	Swap de change - Achat / Vente	EUR/USD	1 000 000 EUR	4 010 300 USD	1,74%		-131 413	0	-131 413	
E1150	Cybergun SA		CIC Marcid	19/03/2013	20/03/2014	Swap de change - Achat / Vente	EUR/USD	1 538 915 EUR	2 500 000 USD	1,90%		-17 754	0	-17 754	
E2160	Cybergun SA	312335P	CIC Marcid	12/12/2012	24/05/2014	Achat Put Accumulé	EUR/USD	222 024 EUR	1 000 000 USD	1,90%		0	0	0	
E1170	Cybergun SA	31330P	CIC Marcid	12/12/2012	24/05/2014	Vente Call Accumulé	EUR/USD	1 424 243 EUR	2 000 000 USD	1,90%		1 327	0	1 327	
E1176	Cybergun SA	339960	CIC Marcid	31/03/2014	02/04/2014	Swap de change - Achat / Vente	EUR/USD	100 000 EUR	127 580 USD	1,77%		-148	0	-148	
												1 302	-149 165	150 223	

6.10 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la société, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le calcul du résultat dilué par action tient compte le cas échéant, des conséquences qu'aurait eu l'ensemble des instruments dilutifs sur le calcul du résultat de la période et sur celui du nombre d'actions. Les BSA émis sur la période ainsi que les stocks options sont notamment considérés comme étant intégralement convertis en actions à l'échéance, ce qui entraîne un effet dilutif sur le résultat par action.

	31 mars 2014	31 mars 2013
Résultat par action (€)	-0,329	-3,310
Résultat dilué par action (€)	-0,3609	-3,192

ADH S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
et de COMMISSARIAT aux COMPTES
8, rue Claude-Bernard - LE COUDRAY
49 30304 - 28007 CHARTRES CEDEX
Tél. 02 37 25 15 15 - Fax 02 37 34 36 51
Capital 2 282 686 € - N° SIRET 478 336 050 00016
APE 6920Z - TVA FR 56 478 336 050

7.1 Emission d'obligations

Dans le cadre d'un accord sur la mise en place d'une nouvelle ligne de financement d'un montant maximum de 5 MEUR sur 24 mois conclu avec la Société Ya Global Master Spv Ltd, Cybergun a procédé en avril 2014 à une première émission de 100 obligations convertibles de 5 000 EUR, soit une valeur totale de 0,5 MEUR.

Le 11/04/2014 une demande de conversion de 10 obligations pour une valeur faciale de 50.000 EUR a été faite. Cette conversion a entraîné la création de 58 356 nouvelles actions.

Le 02/05/2014 une demande de conversion pour une valeur de 150 000 euro.

7.2 Ouverture d'une nouvelle conciliation pour rengociation de la dette

En date du 07 juillet 2014 le Tribunal de commerce d'Evry a ordonné l'ouverture d'une procédure de conciliation, pour faire suite à la procédure de mandat ad hoc ouverte le 25 mars 2014. Un protocole de conciliation a été signé avec l'ensemble des banques de CYBERGUN, en date du 15 juillet 2014. Un pool d'investisseurs nommé « Restarted investments » a repris la dette bancaire et demande la conversion de cette dette en actions pour restaurer les capitaux propres de la société

RACHAT DE LA DETTE BANCAIRE PAR UN POOL D'INVESTISSEURS

Afin de donner à nouveau au Groupe les marges de manœuvres financières nécessaires à son redéploiement, la société Restarted Investments¹, fédérant un pool d'entrepreneurs autour du projet, a proposé aux partenaires bancaires français et belges d'acquiescer la totalité de la dette bancaire qu'ils détenaient en vue de sa transformation en capital. Cette proposition a reçu le soutien exclusif du Conseil d'administration de Cybergun.

Un protocole a ainsi été conclu dans ce sens le 15 juillet avec l'accord unanime des partenaires bancaires français de Cybergun au terme duquel, Restarted Investments acquiert un montant nominal d'environ 21 MEUR de dettes bancaires. Cet accord devra faire l'objet d'une homologation prochaine par le Tribunal de commerce d'Evry.

Dans le même temps, Restarted Investments s'est engagée à mettre à disposition, sans délai, de nouvelles ressources financières à court terme sous la forme d'un apport en compte courant d'un montant maximum de 3 MEUR.

AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC MAINTIEN DU DPS EN DEUX TEMPS

Afin de compléter les ressources financières disponibles de la société, Cybergun lance une augmentation de capital de 3,1 MEUR avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions nouvelles selon les modalités suivantes :

- Parité d'exercice des DPS : 2 DPS pour 1 action nouvelle ;
- Prix de souscription des actions nouvelles : 0,50 EUR² ;
- Période de souscription : du jeudi 17 juillet au vendredi 25 juillet 2014 (inclus).

¹ Société réunissant plusieurs entrepreneurs autour de Monsieur Amaury de Botmiliau

² Prime d'émission incluse, soit une décote de 28,6 % sur le cours de clôture du 10 juillet 2014 (0,70 EUR)

Cette opération est garantie à 75% par Restarted Investments.

Une seconde augmentation de capital est prévue au second semestre 2014 sous réserve de la délivrance préalable par l'AMF d'un visa sur le Prospectus relatif à cette opération. Cette levée de fonds sera également réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription et également garantie par Restarted Investments qui aurait la faculté de souscrire par compensation de tout ou partie du solde de sa créance.

La participation à cette seconde opération pouvant entraîner le franchissement du seuil de contrôle de la société, Restarted Investments déposera, préalablement auprès de l'AMF, une demande de dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique.

ADH S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE
et de COMMISSARIAT aux COMPTES
8, rue Claude-Bernard - LE COUDRAY
E3 30304 - 28007 CHARTRES CEDEX
Experte Tél. 02 37 25 15 15 - Fax 02 37 34 38 51
Capital 2 292 030 € - N° SIRET 478 338 050 00016
APE 69202 - TVA FR 88 478 338 050

VIII/ DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

8.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir s/ prêts Groupe	
Groupe - intérêts courus s/ prêts	333 116
total	333 116

Produits à recevoir s/ fournisseurs et comptes rattachés	
Fournisseurs - avoirs à recevoir	48 415
total	48 415

Produits à recevoir s/ clients et comptes rattachés	
Clients - factures à établir	16 917
Groupe - factures à établir	
total	16 917

Produits à recevoir s/ Etat	
Etat - produits à recevoir	44 793
total	44 793

Produits à recevoir s/ autres débiteurs	
Divers - produits à recevoir	-
total	-

Produits à recevoir s/ VMP - coupons courus	
	-
total	-

8.2 Charges à payer

Emprunts & dettes auprès des étblts de crédit	
Intérêts courus s/ emprunt obligataire	59 760
Intérêts courus s/ prêts LMT	36 943
Intérêts courus à payer s/ concours bancaires	43 130
total	139 833

Dettes fournisseurs et cptes rattachés	
Fourn.- fact. non parvenues	1 582 760
Groupe - fact. non parvenues	0
total	1 582 760

Dettes fiscales et sociales	
Dettes prov. pour congés à payer	148 740
Dettes rtt	1 003
Personnel - autres charges à payer	61 457
Prov / attrib actions gratuites	10 919
Charges s/congés payés	68 861
Charges sur rtt	502
Org. sociaux charges à payer	61 103
Etat - charges à payer	0
Prov. taxe d'apprentissage	2 989
Prov. form. profess. continue	7 033
Prov. effort construction	10 600
Prov. CET	56 000
Prov. C3S	37 023
Prov. médecine du travail	1 661
Prov. taxe foncière	17 402
total	485 292

Autres dettes	
Divers - charges à payer	154 765
Charges à payer sur licences	265 407
RRR à accorder et autres avoirs	14 611
Groupe - avoirs à établir	84 821
total	519 603

8.3 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	
Charges diverses d'exploitation	121 854
total	121 854